

Art. 21. Tout service maritime qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, est approuvé sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 janvier 2004 instaurant une réduction de fréquence sur les droits de pilotage pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage est approuvé comme service de tramping.

Art. 22. Tout service maritime de ligne qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, est approuvé sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 janvier 2004 instaurant une réduction de fréquence sur les droits de pilotage pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage, continue d'être approuvé comme service d'une ligne régulière.

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} août 2016.

Art. 24. Le ministre flamand ayant la Politique de la mobilité, les Travaux publics et le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2016.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être animal,
B. WEYTS

Annexe. Tableau de réduction de volume

Réduction de volume		
Chiffre d'affaires	Réduction	Réduction pour la partie des transactions à partir de 1.560.000 euros
de 78.000 à 259.999 euros	2 %	
de 260.000 à 363.999 euros	3 %	
de 364.000 à 467.999 euros	5 %	
de 468.000 à 571.999 euros	7 %	
de 572.000 à 675.999 euros	9 %	
de 676.000 à 779.999 euros	11 %	
de 780.000 à 1.039.999 euros	13 %	
de 1.040.000 à 1.559.999 euros	15 %	
à partir de 1.560.000 euros		17 % de 1.560.000 à 2.079.999 euros
à partir de 2.080.000 euros		18 % de 2.080.000 à 2.599.999 euros
à partir de 2.600.000 euros		21 % de 2.600.000 à 5.199.999 euros
à partir de 5.200.000 euros		25 % de 5.200.000 à 7.799.999 euros
à partir de 7.800.000 euros		30 % de 7.800.000 à 15.599.999 euros
à partir de 15.600.000 euros		35 % à partir de 15.600.000 euros

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2016 instaurant une réduction de volume sur les droits de pilotage pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage.

Bruxelles, le 15 juillet 2016.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être animal
B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2016/29338]

16 JUIN 2016. — Décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. A l'article 60 de la loi du 28 avril 1953 tel que modifié par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « Pour des motifs d'ordre public, elle peut également l'être par le Gouvernement, le Conseil d'administration entendu. » sont abrogés ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit « Une copie de la décision prise est adressée au Ministre et à l'étudiant exclu. » ;

3° à l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « appelé ou entendu » sont remplacés par les mots « entendu. La convocation à l'audition est faite par lettre recommandée. La procédure se poursuit valablement lorsque l'étudiant dûment convoqué ne se présente pas à l'audition sans invoquer de motif d'excuse valable. » ;

b) les mots « Il peut se faire accompagner de la personne de son choix » sont insérés entre les mots « entendu. » et les mots « Les décisions » ;

c) la deuxième phrase est abrogée;

4° il est complété par un cinquième alinéa rédigé comme suit : « Lorsque l'exclusion envisagée se base sur des éléments constitutifs d'une fraude à l'inscription, telle que visée aux articles 95, § 1^{er}, alinéa 4 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le Conseil d'administration peut décider de déléguer au Recteur la compétence de prononcer la peine d'exclusion et d'en informer ledit Conseil d'Administration lors de la réunion qui suit cette décision ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 relatif à l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège*

Art. 2. A l'article 4 de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 relatif à l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le Conseil d'administration peut également inviter à prendre part à ses séances d'autres membres qui y assistent avec voix consultative » ;

2° au § 4, première phrase, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq » ;

3° l'article 4 est complété par le paragraphe 6 rédigé comme suit : « § 6. Le conseil d'administration institue un comité stratégique, un comité d'audit et un comité de rémunération ».

Art. 3. A l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 10°, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« la passation et l'exécution des marchés dont les montants sont égaux ou supérieurs à :

	Procédure ouverte et procédure restreinte	Procédure négociée avec publicité et procédure négociée directe avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	1.250.000 € HT.V.A.	600.000 € HT.V.A.	300.000 € HT.V.A.
Fournitures	500.000 € HT.V.A.	400.000 € HT.V.A.	300.000 € HT.V.A.
Services	400.000 € HT.V.A.	400.000 € HT.V.A.	200.000 € HTV

b) l'alinéa 2 est abrogé.

2° au § 1^{er}, 13°, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « sur autorisation du Gouvernement » sont abrogés ;

b) le 13° est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'autorisation du Gouvernement est requise pour les prises de participation supérieures à 500.000 euros. » ;

3° au § 3, les mots « pour autant qu'il y ait été autorisé par arrêté royal. Aucune autorisation n'est cependant requise pour l'acceptation de donations ou de legs purement mobiliers, qui ne sont pas grevés de charges et dont la valeur n'excède pas 25.000 euros » sont abrogés.

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq » ;

2° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § 2bis.- A la première séance du Conseil d'administration qui suit son élection, l'Administrateur délégué présente son plan opérationnel, lequel décrit les objectifs stratégiques de gestion à atteindre au cours de son mandat. Ce plan comprend également la manière dont il entend exercer les missions de gestion qui lui incombent.

Deux ans après son entrée en fonction, l'Administrateur délégué présente au Conseil d'administration un rapport de suivi de son activité qui porte, notamment, sur l'état de réalisation de son plan opérationnel.

Au terme de son mandat, l'Administrateur délégué présente au Conseil d'administration le bilan des réalisations au regard du plan opérationnel. » ;

3° Au § 3, alinéa 3, les mots « il conserve après la fin de celui-ci, pendant les six premiers mois le traitement dont il bénéficiait, un demi traitement pendant les trois mois suivants et un quart de traitement pendant les trois mois subséquents » sont abrogés et remplacés par « il perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de 12 mois s'il a effectué plus d'un mandat ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 4 août 1986 réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 6. Dans l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 août 1986 réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « et au plus tard jusqu'à la fin de l'année académique au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 70 ans. » sont remplacés par les mots « et sans qu'ils ne puissent continuer à assumer des activités d'enseignement de 1^{er} et 2^{ème} cycles au-delà de la fin de l'année académique au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 70 ans. » .

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 12 juillet 1990
créant le Conseil de l'Éducation et de la Formation en Communauté française*

Art. 7. Dans l'article 4, § 2, du décret du 12 juillet 1990 créant le Conseil d'Éducation et de la Formation en Communauté française, les mots « de l'Université de Liège, de l'Université catholique de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles, d'un représentant pour les trois institutions universitaires incomplètes de caractère non confessionnel (Université de Mons-Hainaut, Faculté polytechnique de Mons et Faculté des sciences agronomiques de Gembloux), et d'un représentant pour les trois institutions universitaires incomplètes de caractère confessionnel (Fucam, Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et Facultés Saint-Louis à Bruxelles), des représentants » sont remplacés par les mots « des universités, ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 5 août 1995
fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Art. 8. Dans l'article 61 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « d'une même zone » sont remplacés par les mots « d'un même pôle académique » ;
- b) les mots « de zones contiguës » sont remplacés par les mots « d'une même zone académique interpôle » ;

2° au § 2, les mots « la zone » sont remplacés par les mots « le pôle académique ».

Art. 9. Dans l'article 63bis du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la (ou les) zone(s) concernée(s) » sont remplacés par les mots « le (ou les) pôle (s) académique(s) concerné(s) » ;

2° les mots « de la zone ou des zones concernées » sont remplacés par les mots « du pôle académique ou des pôles académiques concernés » ;

3° les mots « L'ARES des Hautes Ecoles » sont chaque fois remplacés par le mot « L'ARES ».

Art. 10. L'article 67 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Lorsqu'un Directeur de catégorie ou un Directeur-Président est absent pendant plus d'un mois pour cause de maladie ou d'accident, le Collège de Direction propose au Gouvernement de désigner un Directeur de catégorie ou un Directeur Président faisant fonction, jusqu'au retour du Directeur en titre et au plus tard jusqu'à la fin du mandat de celui-ci ».

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 11. Dans l'article 14, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française tel que modifié par le décret du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au d) les mots « la zone telle que définie à l'article 47 du décret » sont remplacés par les mots « le pôle académique tel que défini à l'article 62 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. » ;

2° à l'alinéa 4 les mots « sa zone » sont remplacés par les mots « son pôle académique ».

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 12. Un chapitre 5 est inséré dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), entre le dernier alinéa de l'article 83 et le « TITRE III - Des membres du personnel directeur et enseignants des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française » :

« CHAPITRE 5. — Les cours

Art. 83bis. - En cas de modification des cours, le Gouvernement fixe un tableau de correspondance entre les anciens cours et les nouveaux.

Sur la base de celui-ci, le membre du personnel qui, à la veille de la date d'entrée en vigueur de la modification, est nommé ou engagé à titre définitif ou désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée dans un ancien cours, est réputé nommé ou engagé à titre définitif ou désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée dans le cours correspondant à cet ancien intitulé de cours.

L'ancienneté acquise, à titre définitif ou temporaire, dans un ancien cours, est également réputée acquise dans le cours correspondant.

La personne ayant obtenu une reconnaissance d'expérience utile et/ou de notoriété pour un ancien cours en conserve les bénéfices dans l'intitulé de cours correspondant. ».

CHAPITRE VIII. — *Modifications du décret du 16 juin 2006
régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

Art. 13. Dans l'article 5, alinéa 4, du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les mots « Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités académiques peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. » sont insérés entre les mots « huissier de justice. » et les mots « Tous les étudiants ».

Art. 14. Dans l'article 9, alinéa 4, du même décret, les mots « Il peut être effectué de manière électronique. Les autorités des Hautes Ecoles peuvent déléguer l'organisation du tirage au sort à l'ARES. » sont insérés entre les mots « huissier de justice. » et les mots « Tous les étudiants ».

CHAPITRE IX. — *Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 15. Dans l'article 3, § 3, alinéa 2, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o un des diplômes conférés conformément aux articles 69, § 1^{er} et 70, § 1^{er}, 1^o du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ; ».

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 16. A l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le 15^o est remplacé par ce qui suit : « 15^o L'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 ; ».

Art. 17. A l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études modifié par le décret du 25 juin 2015 modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur,

les numéros 1^o, 2^o, 7^o, 21^o, 34^o, 38^o, 40^o, 41^o, 51^o, 56^o, 58^o, 77^o, 86^o, 89^o, 90^o et 93^o sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 79, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, la phrase « Les activités d'apprentissage débutent le premier lundi du quadrimestre » est abrogée.

Art. 19. Dans l'article 85, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est complété par les mots « précédée de " spécialité " » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les Ecoles supérieures des Arts et à l'exception des cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique et de production de projets artistiques, l'intitulé du domaine est inséré entre l'appellation générique du grade académique et l'intitulé du cursus, précédé de « en ». ».

Art. 20. A l'article 86 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2 les mots « ainsi que l'organisation horaire de la formation » sont insérés entre les mots « être organisées et les mots « , à l'exception des travaux » ;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Sur avis conforme de l'ARES, un établissement d'enseignement supérieur peut, dans le cadre d'un cursus, organiser des activités d'enseignement valorisées au maximum par 15 crédits par cycle en dehors des implantations définies par son habilitation. Celles-ci ne peuvent jamais constituer un dédoublement d'enseignements.

En cas de coorganisation des études, 15 crédits maximum par cycle peuvent être organisés en dehors de la totalité des implantations des établissements d'enseignement supérieur qui coopèrent sans constituer un dédoublement d'enseignement.

Sur avis conforme de l'ARES, un établissement d'enseignement supérieur peut organiser un cursus dans un pays hors de l'Union européenne. ».

c) il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Un établissement d'enseignement supérieur peut modifier l'organisation horaire d'une formation habilitée en passant d'un horaire de jour à un horaire décalé et inversement. Cette modification est soumise à l'avis préalable de l'ARES. L'ARES transmet son avis motivé au Gouvernement.

Un établissement d'enseignement supérieur peut dédoubler l'organisation horaire d'une formation habilitée en organisant une formation en horaire décalé alors qu'elle est et demeurera organisée en horaire de jour et inversement. Ce dédoublement est soumis à l'avis préalable de l'ARES. L'ARES transmet son avis motivé au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête annuellement un cadastre des formations habilitées telles que définies à l'alinéa 2 du présent article. » ;

2^o il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Toute création d'une nouvelle option ou d'une finalité spécialisée par un établissement d'enseignement supérieur est soumise à l'avis conforme préalable de l'ARES. »

Art. 21. Dans l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, le mot « complète » est chaque fois abrogé ;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Aux conditions qu'ils fixent, les jurys statuent sur l'équivalence des études faites hors Belgique aux grades académiques de docteur qu'ils confèrent. » ;

c) à l'alinéa 4, les mots « aux alinéas 2 et 3 » sont remplacés par « à l'alinéa 2 ».

Art. 22. Dans le même décret, il est inséré un article 95/1 rédigé comme suit :

« Art. 95/1. Les étudiants n'ayant pas reçu de décision de l'établissement à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 15 novembre, peuvent introduire un recours auprès du commissaire ou délégué conformément à la procédure fixée à l'article 95 du présent décret. Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de ce recours vaut inscription provisoire dans l'attente de la décision. ».

Art. 23. A l'article 96, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « Les recours introduits à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3^o, sont préalablement examinés par le Commissaire ou le Délégué auprès de l'établissement. Celui-ci remet un avis à l'établissement d'enseignement supérieur quant au financement de l'étudiant. Cet avis du Commissaire ou Délégué quant à la finançabilité lie la Commission visée à l'article 97. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à cet avis » sont insérés entre les mots « paragraphe précédent. » et les mots « La notification de la décision » ;

2° il est complété comme suit : « L'étudiant ayant introduit un recours interne et qui 30 jours après son introduction n'a pas reçu de notification de décision du recours interne visée à l'alinéa 1^{er}, peut mettre en demeure l'établissement d'enseignement supérieur de notifier cette décision. A dater de cette mise en demeure, l'établissement dispose de 15 jours pour notifier sa décision. A défaut d'une décision intervenue au terme de ces 15 jours, la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est réputée positive. A cette même date, cette décision est réputée avoir été notifiée à l'étudiant. ».

Art. 24. A l'article 97 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Elle a le statut d'autorité administrative indépendante. » sont insérés entre les mots « l'article 96 est créée. » et les mots « Celle-ci est accueillie » ;

b) la phrase « Les plaintes introduites à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3°, sont préalablement examinées par le Commissaire ou le Délégué auprès de l'établissement. Celui-ci remet un avis à la Commission quant au financement de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à cet avis » est abrogée ;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Les délibérations se font en présentiel ou non. » sont insérés entre les mots « de cette commission. » et les mots « Le Gouvernement ni » ;

b) à l'alinéa 3, la phrase « Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours » est remplacée par la phrase « Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé ou en annexe à un courriel, elle indique clairement l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique de l'étudiant et l'objet précis de sa requête, elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours. » ;

c) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « Elle vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et elle invalide le refus d'inscription dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne. » ;

d) à l'alinéa 5, les mots « alinéas 2 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 3 et 4 ».

Art. 25. A l'article 100, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études de premier cycle peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études. Il reste inscrit dans le 1^{er} cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 2^{ème} cycle, il est réputé être inscrit dans le 2^{ème} cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le jury du 1^{er} cycle indique au jury du 2^{ème} cycle le nombre maximum de crédits que l'étudiant peut suivre dans ce cycle, considérant que son programme annuel ne peut être supérieur à 60 crédits. Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne.

S'il complète son programme d'unités d'enseignement du 2^{ème} cycle, cet étudiant ne peut valoriser plus de 60 crédits du deuxième cycle pour les études de master en 120 crédits et plus de 30 crédits du deuxième cycle pour les études de master en 60 crédits, tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du 1^{er} cycle sont délibérées par le jury du 1^{er} cycle et les unités d'enseignement du 2^{ème} cycle sont délibérées par le jury du 2^e cycle ; » ;

b) il est inséré un 4° rédigé comme suit :

« 4° En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études de premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées. Il est inscrit dans le 2^{ème} cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 1^{er} cycle, il est réputé être inscrit dans le 1^{er} cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du deuxième cycle et est dispensé de payer les droits d'inscription du premier cycle.

Cet étudiant ne peut acquérir plus de 90 crédits du deuxième cycle tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du 1^{er} cycle sont délibérées par le jury du 1^{er} cycle et les unités d'enseignement du 2^e cycle sont délibérées par le jury du 2^e cycle. » ;

c) le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, par décisions individuelles et motivées le jury peut :

1° pour des raisons pédagogiques et ou organisationnelles motivées, proposer à l'étudiant un programme annuel qui comporte plus de 60 crédit. Dans ce cas, en accord avec le jury l'étudiant peut opter pour un programme qui comporte moins de 60 crédits. ;

2° valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

a) en cas de co-organisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou de mobilité ;

b) lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une activité d'intégration professionnelle pour laquelle il n'a pas encore acquis des prérequis qui ne peuvent pas être transformés en co-requis ;

c) lorsque, dans l'enseignement supérieur artistique, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées. »

Art. 26. A l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

A) au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit : « Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé les 10% du montant des droits d'inscription, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte. »

2° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « dispose de dix jours ouvrables après la perception de celle-ci pour s'acquitter du solde de ses droits d'inscription. » sont remplacés par les mots « continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. » ;

b) les mots « à dater de la décision mentionnée à l'alinéa 2 » sont remplacés par « à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française » ;

3° à l'alinéa 5, les mots « la décision visée à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « les décisions visées aux alinéas 1 et 2. ».

B) le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Cet étudiant de première année du premier cycle qui change d'établissement avertit son établissement d'origine de ce changement. »

Art. 27. A l'article 105, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « ou qui satisfont à au moins une des conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études » sont insérés entre les mots « Union européenne » et les mots « , des pays les moins avancés ».

Art. 28. À l'article 106 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « peut déterminer » sont remplacés par les mots « fixe pour la première fois le 1^{er} juin 2017 au plus tard et par la suite au plus tard le 1^{er} juin de l'année académique qui précède la collecte de données. » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « met à la disposition des services du Gouvernement les données nécessaires à l'exercice de leurs missions. Elle » sont insérés entre les mots « L'ARES » et « transmet ».

Art. 29. A l'article 107 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « certificat ou » sont abrogés ;

b) l'alinéa 1^{er} est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée en application de l'article 93 du présent décret. » ;

c) à l'alinéa 3, les mots « ou dans l'enseignement à domicile et » sont insérés entre les mots « dans un établissement d'enseignement obligatoire » et « qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission » et les mots « et qu'une convention soit conclue entre les établissements concernés » sont abrogés ;

d) à l'alinéa 5, les mots « cette convention, » sont remplacés par les mots « la convention à conclure entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'établissement d'enseignement obligatoire ou la fréquence des contrôles visés au chapitre III, section II, du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Il fixe ».

Art. 30. A l'article 108, § 2, 2°, du même décret, les mots « organisé à cette fin par l'ARES, au moins deux fois par année académique » sont remplacés par les mots « organisé ou co-organisé au moins deux fois par année académique par les établissements d'enseignement supérieur, selon les modalités fixées par l'ARES et ».

Art. 31. Dans l'article 109, § 2, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Toutefois, les étudiants non finançables visés aux articles 4 et 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ne sont pas admissibles aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires. ».

Art. 32. Dans l'article 110/1, § 2, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Toutefois, les étudiants non finançables visés aux articles 4 et 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ne sont pas admissibles aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires. ».

Art. 33. L'article 110/2 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont dispensés de ce concours, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en médecine ou sciences dentaires, suivre des enseignements de premier ou de deuxième cycle respectivement en sciences dentaires ou en médecine ».

Art. 34. A l'article 110/4, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement est organisée au terme du programme allégé » sont remplacés par les mots « seuls sont admis à présenter la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement les étudiants dont le programme annuel permet, au terme de l'année académique en cours, d'acquérir ou valoriser les 60 premiers crédits du programme du cycle » ;

2° entre les alinéas 2 et 3, sont insérés les alinéas rédigés comme suit :

« La seconde partie de l'évaluation visée à l'alinéa précédent n'est organisée qu'une fois par année académique, lors de la période d'évaluation de fin de deuxième quadrimestre.

Le concours est insécable. Quels que soient les crédits déjà acquis ou valorisés pour les unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, l'étudiant présente l'ensemble de la seconde partie des évaluations des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre. ».

Art. 35. A l'article 111 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, 5°, les mots « ceux mentionnés aux littéras précédents » sont remplacés par les mots « un grade académique de deuxième cycle donnant accès aux études visées, » ;

b) le § 3 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 2, 3° et 4° ont également accès aux études de 2^{ème} cycle. ».

Art. 36. Dans le même décret, il est inséré un article 112/1, du même décret, rédigé comme suit :

« Art. 112/1.- Pour l'application de la législation fédérale visant le contingentement des candidats ayant accès aux formations menant aux titres professionnels particuliers réservés aux porteurs de grade de master en sciences médicales et aux porteurs de grade de master en sciences dentaires, il est créé un jury interuniversitaire d'admission aux études de spécialisation en sciences médicales et dentaires composé des doyens des Facultés délivrant les grades académiques de master de spécialisation en sciences médicales et de master de spécialisation en sciences dentaires.

Ce jury est chargé d'organiser le processus de délivrance des attestations universitaires permettant l'accès aux études de spécialisation.

Chaque année, pour le 15 septembre au plus tard, le jury interuniversitaire établit un classement des candidats à l'issue des épreuves de fin de cycle. Dans les dix jours de l'établissement du classement et conformément à celui-ci, le jury interuniversitaire accorde aux universités les autorisations de délivrer les attestations universitaires correspondantes, dans le respect des législations fédérales et communautaires fixant un nombre maximal d'accès aux formations menant à des titres professionnels et, le cas échéant, des nombres minimaux pour certaines spécialités. Le Gouvernement peut fixer des modalités complémentaires de fonctionnement du jury.

L'attestation universitaire est délivrée par l'institution universitaire auprès de laquelle l'étudiant prend son inscription. ».

Art. 37. A l'article 113 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, les mots « organisé à cette fin par les autorités académiques » sont remplacés par les mots « organisé ou coorganisé par les établissements d'enseignement supérieur, selon les modalités fixées par l'ARES et » ;

b) l'alinéa 2 est complété par un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o soit par la possession d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré en Communauté française et sanctionnant des études dont l'accès est conditionné à la preuve de la maîtrise suffisante de la langue française ».

Art. 38. A l'article 121, alinéa 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « et les programmes minimaux approuvés conformément au 1^{er} alinéa » sont abrogés ;

2^o la phrase « L'ARES peut fixer la forme selon laquelle cette liste et ces programmes doivent lui être communiqués. » est remplacée par la phrase « L'ARES fixe la forme selon laquelle cette liste doit lui être communiquée. ».

Art. 39. Dans le même décret, il est inséré un article 124/1 rédigé comme suit : « Art. 124 /1.- Lorsqu'un établissement d'enseignement supérieur décide de supprimer des études menant à un grade académique particulier, il permet à chaque étudiant déjà inscrit à ces études de présenter au cours de deux années académiques successives les unités d'enseignement non acquises de son programme annuel. »

Art. 40. À l'article 131 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « aux grades académiques de docteur qu'ils confèrent » sont ajoutés entre les mots « l'équivalence de titres étrangers » et les mots « , d'admettre les étudiants » ;

2^o au § 2, alinéa 3, les mots « dans le type court et en fin de deuxième cycle dans le type long » sont insérés entre les mots « en fin de cycle » et les mots « est composé ».

Art. 40/1. Dans le même décret, l'article 132, alinéa 2 est complété comme suit :

« Le jury peut également délibérer en fin du premier quadrimestre les étudiants de première année de premier cycle en vue de leur réorientation éventuelle en application de l'article 102 § 3.

Art. 40/2. Dans le même décret, à l'article 150, § 1^{er}, alinéa 4, les mots

« Ils sont assimilés aux étudiants bénéficiant des dispositions de l'article 151. » sont abrogés.

Art. 40/3. Dans le même décret, l'article 151, alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « L'étudiant qui bénéficie de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel. »

Art. 40/4. Dans le même décret, il est inséré un article 176 rédigé comme suit : « Article 176 - A titre transitoire pour l'année académique 2016-2017, l'étudiant qui a bénéficié d'un allègement visé à l'article 151 en 2015-2016 et qui s'est acquitté de l'intégralité des droits d'inscriptions, s'acquitte des frais pour l'inscription à un programme comportant le solde des crédits. »

Art. 40/5. A l'article 134 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o L'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur fixent le règlement des études, qui présente en annexe les règles particulières de fonctionnement du jury. Le règlement et ses annexes sont publiés en ligne. » ;

2^o L'alinéa 4 est complété comme suit : « Elles communiquent l'horaire des épreuves au plus tard un mois avant le début de la période d'évaluation. Sauf cas de force majeure, la date et l'horaire d'une épreuve ne peuvent être modifiés moins de dix jours ouvrables avant la date annoncée initialement. Toute modification est portée à la connaissance des étudiants concernés sans délai par voie d'affichage et par courrier électronique. »

Art. 41. À l'annexe II du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans les mentions relatives à la « Liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition et de master en 120 crédits au moins » :

a) dans le titre de la dernière colonne, les mots « Finalité/Option » sont abrogés ;

b) dans le titre de la dernière colonne le mot « Spécialité » est inséré.

c) la ligne :

6	HE				Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	
---	----	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne :

6	HE			M	Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	
---	----	--	--	---	--	--

d) la ligne:

9	HE	B			Assistant de direction	Langues et gestion
		B				Médical

est remplacée par la ligne :

9	HE	B			Assistant de direction	
---	----	---	--	--	------------------------	--

e) la ligne :

9	HE	B			Comptabilité	Banque et finance
		B				Fiscalité
		B				Gestion
		B				

est remplacée par la ligne :

9	HE	B			comptabilité	
---	----	---	--	--	--------------	--

f) la ligne :

		B				Animation
9	HE	B			Tourisme	Gestion
		B				Tourisme durable

est remplacée par la ligne :

9	HE	B			Tourisme	
---	----	---	--	--	----------	--

g) la ligne :

				M		Finances
9	HE+U			M	Gestion de l'entreprise	Management international
				M		Didactique

est remplacée par la ligne :

9	HE+U			M	Gestion de l'entreprise	
---	------	--	--	---	-------------------------	--

h) la ligne :

9	HE			M	Gestion publique	Administration nationale et internationale
				M		Didactique

est remplacée par la ligne :

9	HE			M	Gestion publique	
---	----	--	--	---	------------------	--

i) la ligne :

10	HE	S			Orthopédagogie	Handicaps sensoriels
		S				Handicaps moteurs
		S				Handicaps instrumentaux ou sensoriels
		S				Handicaps mentaux

est remplacée par la ligne :

10	HE	S			Orthopédagogie	
----	----	---	--	--	----------------	--

j) la ligne :

		B				Clinique
10	HE	B			Assistant en psychologie	Psychopédagogie et psychomotricité
		B				Psychologie du travail et orientation professionnelle

est remplacée par la ligne :

10	HE	B			Assistant en psychologie	
----	----	---	--	--	--------------------------	--

k) la ligne :

14	HE	B			Technologue de laboratoire médical	Chimie clinique
		B				Cytologie

est remplacée par la ligne :

14	HE	B			Technologue de laboratoire médical	
----	----	---	--	--	------------------------------------	--

l) la ligne :

15	HE	S			pédiatrie	
----	----	---	--	--	-----------	--

est remplacée par la ligne :

15	HE	S			Pédiatrie et néonatalogie	
----	----	---	--	--	---------------------------	--

m) la ligne :

15	HE	S			Salle d'opération	
----	----	---	--	--	-------------------	--

est remplacée par la ligne :

15	HE	S			Soins péri-opératoires	
----	----	---	--	--	------------------------	--

n) la ligne

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie
				M		Bio-industries
		B				Environnement

est remplacée par la ligne :

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie
				M		Bio-industries
				M		Environnement

o) la ligne :

19	HE	B			Automobile	Expertise
		B				Mécatronique

est remplacée par la ligne :

19	HE	B			Automobile	
----	----	---	--	--	------------	--

p) la ligne :

19	HE	B			Construction	Bâtiment
		B				Génie civil
		B				Technologie du bois

est remplacée par la ligne :

19	HE	B			Construction	
----	----	---	--	--	--------------	--

q) la ligne :

19	HE	B			Techniques et services	Technico-commercial
		B				Techniques et services industriels

est remplacée par la ligne :

19	HE	B			Techniques et services	
----	----	---	--	--	------------------------	--

r) la ligne :

19	HE			M	Gestion de production (*)	Production
----	----	--	--	---	---------------------------	------------

est remplacée par la ligne :

19	HE			M	Gestion de production (*)	
----	----	--	--	---	---------------------------	--

s) la ligne :

22	HE	B			Arts graphiques	Arts graphiques
		B				Arts graphiques et infographie

est remplacée par la ligne :

22	HE	B			Arts graphiques	
----	----	---	--	--	-----------------	--

t) la ligne :

22	HE	B			Publicité	Agencement de l'espace
		B				Médias contemporains

est remplacée par la ligne :

22	HE	B			Publicité	
----	----	---	--	--	-----------	--

u) les lignes concernant le domaine 23 sont remplacées par les lignes suivantes :

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation/Spécialité
23	ESA	B			Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique	
23	ESA	B			Formation musicale	
23	ESA	B			Formation de musicien intervenant	
23	ESA	B			Musiques improvisées de tradition orale	
23	ESA		B	M	Accordéon	
23	ESA		B	M	Alto	
23	ESA		B	M	Art lyrique	
23	ESA		B	M	Basson	
23	ESA		B	M	Basson baroque et classique	
23	ESA		B	M	Batterie	
23	ESA		B	M	Chant	
23	ESA		B	M	Chant jazz	
23	ESA		B	M	Clarinette	
23	ESA		B	M	Clavecin	
23	ESA		B	M	Composition	
23	ESA		B	M	Composition et arrangement jazz	
23	ESA		B	M	Composition, musiques appliquées et interactives	
23	ESA		B	M	Contrebasse	
23	ESA		B	M	Contrebasse jazz	
23	ESA		B	M	Cor	
23	ESA		B	M	Cor naturel	
23	ESA		B	M	Flûte à bec	
23	ESA		B	M	Flûte jazz	
23	ESA		B	M	Flûte traversière	
23	ESA		B	M	Flûte traversière baroque et classique	
23	ESA		B	M	Guitare	
23	ESA		B	M	Guitare basse	
23	ESA		B	M	Guitare jazz	
23	ESA		B	M	Harmonica	
23	ESA		B	M	Harpe	

23	ESA		B	M	Hautbois	
23	ESA		B	M	Hautbois baroque et classique	
23	ESA		B	M	Informatique musicale	
23	ESA		B	M	Luth et cordes pincées	
23	ESA		B	M	Orgue	
23	ESA		B	M	Mandoline	
23	ESA		B	M	Musique électroacoustique – composition acousmatique	
23	ESA		B	M	Musique électroacoustique – composition mixte	
23	ESA		B	M	Percussions	
23	ESA		B	M	Piano	
23	ESA		B	M	Piano jazz	
23	ESA			M	Piano d'accompagnement	
23	ESA			M	Pianoforte	
23	ESA		B	M	Saxophone	
23	ESA		B	M	Saxophone jazz	
23	ESA		B	M	Trombone	
23	ESA		B	M	Trombone jazz	
23	ESA		B	M	Trompette	
23	ESA		B	M	Trompette jazz	
23	ESA		B	M	Trompette naturelle	
23	ESA		B	M	Tuba	
23	ESA		B	M	Vibraphone	
23	ESA		B	M	Viole de gambe	
23	ESA		B	M	Violon	
23	ESA		B	M	Violon baroque	
23	ESA		B	M	Violon jazz	
23	ESA		B	M	Violoncelle	
23	ESA		B	M	Violoncelle baroque	
23	ESA			M	Direction chorale	
23	ESA			M	Direction d'orchestre	
23	ESA			M	Écritures classiques	
23	ESA			M	Éducation musicale	
23	ESA			M	Formation musicale	
23	ESA			M	Production de projets artistiques	

2° à l'annexe II du même décret, aux mentions relatives aux « Habilitations des Hautes Écoles » :

a) dans le tableau « Haute Ecole Galilée » :

la ligne :

Court	11	Paramédicale	Spécialisation en imagerie médicale diagnostique et interventionnelle	21
-------	----	--------------	--	----

est insérée après la ligne :

Court	10	Pédagogique	Section «Normale secondaire», Sous-section «Sciences : biologie, chimie, physique»	21
-------	----	-------------	--	----

b) dans le tableau « Haute Ecole Louvain en Hainaut (HELHa) :

la ligne :

Court	11	Paramédicale	Spécialisation en imagerie médicale diagnostique et interventionnelle	52
-------	----	--------------	---	----

est insérée après la ligne :

Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	52
-------	----	-------------	------------------------------------	----

3° à l'annexe II du même décret, les mots « gestion des transports et logistique d'entreprise » sont chaque fois remplacés par les mots « management de la logistique » ;

4° à l'annexe II du même décret, dans les tableaux reprenant les habilitations des Hautes Ecoles, le mot « finalité » est chaque fois remplacé par le mot « orientation » dans la colonne intitulée « formation » lorsque la ligne débute par le mot « court » ;

5° à l'annexe II du même décret, le tableau reprenant les habilitations des Ecoles supérieures des Arts pour le domaine 23 : musique et le domaine 24 : théâtre et arts de la parole est remplacé par le tableau suivant :

Type	Domaine	Intitulé	Cycle	IMEP	CRB	Arts ²	CRL
Court	23	Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique	1	92			
Court	23	Formation musicale	1	92	21	53	62
Court	23	Formation de musicien intervenant	1		21		
Court	23	Musiques improvisées de tradition orale	1				62
Long	23	Accordéon	1+2	92	21	53	62
Long	23	Alto	1+2	92	21	53	62
Long	23	Art lyrique	1+2	92	21	53	62
Long	23	Basson	1+2	92	21	53	62
Long	23	Basson baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Batterie	1+2		21		
Long	23	Chant	1+2	92	21	53	62
Long	23	Chant jazz	1+2		21		
Long	23	Clarinette	1+2	92	21	53	62
Long	23	Clavecin	1+2	92	21	53	
Long	23	Composition	1+2		21	53	62

Long	23	Composition et arrangement jazz	1+2		21		
Long	23	Composition, musiques appliquées et interactives	1+2			53	
Long	23	Contrebasse	1+2	92	21	53	62
Long	23	Contrebasse jazz	1+2		21		
Long	23	Cor	1+2	92	21	53	62
Long	23	Cor naturel	1+2	92	21	53	
Long	23	Flûte à bec	1+2	92	21	53	
Long	23	Flûte jazz	1+2		21		
Long	23	Flûte traversière	1+2	92	21	53	62
Long	23	Flûte traversière baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Guitare	1+2	92	21	53	62
Long	23	Guitare basse	1+2		21		
Long	23	Guitare jazz	1+2		21		
Long	23	Harmonica	1+2		21		
Long	23	Harpe	1+2	92	21	53	62
Long	23	Hautbois	1+2	92	21	53	62
Long	23	Hautbois baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Informatique musicale	1+2	92			
Long	23	Luth et cordes pincées	1+2	92	21	53	
Long	23	Orgue	1+2	92	21	53	62
Long	23	Mandoline	1+2	92	21	53	62
Long	23	Musique électroacoustique – composition acousmatique	1+2			53	
Long	23	Musique électroacoustique – composition mixte	1+2			53	
Long	23	Percussions	1+2	92	21	53	62
Long	23	Piano	1+2	92	21	53	62
Long	23	Piano jazz	1+2		21		
Long	23	Piano d'accompagnement	2	92	21	53	62
Long	23	Pianoforte	2	92	21	53	
Long	23	Saxophone	1+2	92	21	53	62
Long	23	Saxophone jazz	1+2		21		
Long	23	Trombone	1+2	92	21	53	62
Long	23	Trombone jazz	1+2		21		
Long	23	Trompette	1+2	92	21	53	62
Long	23	Trompette jazz	1+2		21		
Long	23	Trompette naturelle	1+2	92	21	53	
Long	23	Tuba	1+2	92	21	53	62
Long	23	Vibraphone	1+2		21		
Long	23	Viole de gambe	1+2	92	21	53	
Long	23	Violon	1+2	92	21	53	62
Long	23	Violon baroque	1+2	92	21	53	
Long	23	Violon jazz	1+2		21		
Long	23	Violoncelle	1+2	92	21	53	62
Long	23	Violoncelle baroque	1+2	92	21	53	
Long	23	Direction chorale	2	92	21	53	62

Long	23	Direction d'orchestre	2		21	53	62
Long	23	Écritures classiques	2	92	21	53	62
Long	23	Éducation musicale	2	92			
Long	23	Formation musicale	2	92	21	53	62
Long	24	Art dramatique	1+2		21	53	62
Long	24	Production théâtrale – Porteur de projet	1+2				62

6° A l'annexe II du même décret, le mot « tourisme » est chaque fois remplacé par les mots « management du tourisme et des loisirs » ;

7° A l'annexe II du même décret, les mots « sciences industrielles » sont chaque fois remplacés par les mots « sciences de l'ingénieur industriel ».

Art. 42. Dans l'annexe III du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le titre de la dernière colonne, les mots « Finalité/Option » sont remplacés par le mot « Spécialité » ;

2° la ligne :

5	HE	Communication appliquée	Animation socioculturelle et éducation permanente
			Publicité et communication commerciale
			Relations publiques

est remplacée par les lignes :

5	HE	Communication appliquée- animation socioculturelle et éducation permanente	
5	HE	Communication appliquée- publicité et communication commerciale	
5	HE	Communication appliquée Relations publiques	

Art. 43. A l'annexe IV du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° La ligne :

6	Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	2	HEPL, ULg	62
---	--	---	-----------	----

est insérée après la ligne :

6	Sciences et techniques du jeu	1S	Spaak	21
			HEB	21

2° Les lignes :

10	Spécialisation en « Accompagnateur en milieux scolaires »	1S	HELMo et HE Charlemagne	62
10	Spécialisation en gérontologie psycho-éducative	1S	HE Condorcet, HELHa et HEH	

sont remplacées par les lignes :

10	Accompagnateur en milieux scolaires	1S	HELMo Charlemagne	62
10	Gérontologie psycho-éducative	1S	HE Condorcet, HELHa HEH	
10	Préparation physique et entraînement	1S	Charlemagne, HEPL, HELMo	62
10	Coaching sportif	1C	HEPL Charlemagne	62
10	Orthoptie	1C	HEPL HEL	62
11	Spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie	1S	Galilée, HELHa,	21
			Hennalux,	52
			HEPL, de Vinci	62

3° La ligne :

17	Cybersécurité	2	ULB, ERM,	21
			UNamur, UCL,	25
			HEB, HE Ilya Prigogine	92

est insérée après la ligne :

17	Architecture des systèmes informatiques	2	Henallux	83
			ULg	62
			UNamur	92

4° Les lignes :

18	Agroécologie	2	ULg, ULB,	92
			Université de	81
			Paris-Saclay	21
18	Management de l'innovation et de la conception des aliments	2	ULg, UNamur	62
			Charlemagne	92

sont insérées après la ligne :

18	Architecte du paysage	1+2	Charlemagne	92
				92
			ULg ULB UCL	21
				25

5° Les lignes :

19	Architecture transmédia	2	HEAJ, UNamur, IMEP	92
22	Dessin	2	ESA VdLiège,	21
			La Cambre	62

sont insérées après la ligne :

19	Energies alternatives et renouvelables	1C	HEL, HEPL	62
				62

Art. 44. A l'annexe V du même décret, après la ligne :

6	Méthodes quantitatives en sciences sociales							

est insérée la ligne

6	Sociologie-anthropologie							
---	--------------------------	--	--	--	--	--	--	--

Art. 45. A l'annexe 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental à 7900 Leuze-en-Hainaut » sont chaque fois remplacés par les mots « Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde à 7900 Leuze-en-Hainaut » ;

2° les mots « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Saint-Georges-sur-Meuse-Ouffet à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse » sont chaque fois remplacés par les mots « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Waremme à 4300 Waremme » ;

3° les mots « Centre provincial d'enseignement de Promotion sociale du Borinage » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

4° les mots « CF Soumagne » sont chaque fois remplacés par les mots « CF Fleron-Chênée » ;

5° les mots « Ecole Industrielle Supérieure » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

6° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain	Avenue de l'Enseignement 20 – 7330 Saint-Ghislain	Bachelier en assurances	Néant
---	---	-------------------------	-------

7° la ligne suivante est abrogée :

CF Namur Cadets	Place de l'Ecole des Cadets 6 – 5000 Namur	Bachelier en assurances	Néant
-----------------	--	-------------------------	-------

8° la ligne suivante est abrogée :

CF Grâce-Hollogne	Rue Antoine Degive 1 – 4460 Grâce-Hollogne	Bachelier en dessin des constructions métalliques et mécaniques	Néant
-------------------	--	---	-------

9° la ligne suivante est abrogée :

CF Blegny	Rue Julien Ghuysen – 4670 Blegny	Bachelier en dessin des constructions métalliques et mécaniques	Néant
-----------	----------------------------------	---	-------

10° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain	Avenue de l'Enseignement 20 – 7330 Saint-Ghislain	Bachelier en droit	Néant
---	---	--------------------	-------

11° la ligne suivante est abrogée :

CF Sivry-Rance	Rue Pauline Hubert 40- 6470 Rance	Bachelier en électromécanique – Finalité : Electromécanique et maintenance	Néant
----------------	-----------------------------------	--	-------

12° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Courcelles	Place Roosevelt 2 bte 3 – 6180 Courcelles	Bachelier en informatique de gestion	Néant
---	---	--------------------------------------	-------

13° la ligne suivante est abrogée :

CF Sivry-Rance	Rue Pauline Hubert 40- 6470 Rance	Bachelier en informatique de gestion	Néant
----------------	-----------------------------------	--------------------------------------	-------

14° la ligne suivante est abrogée :

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 – 5600 Philippeville	Bachelier en informatique de gestion	Néant
-----------------------------	---	--------------------------------------	-------

15° la ligne suivante est abrogée :

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 – 5600 Philippeville	Bachelier en informatique de gestion	Néant
--------------------------------	--	---	-------

16° la ligne suivante est abrogée :

Format 21 – Centre de formation continuée Gustave Piron	Jean-Baptiste Berger 1 – 7100 La Louvière	Bachelier en secrétariat de direction : option : Entreprise-Administration	Néant
---	--	---	-------

17° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de la Ville d'Andenne	Rue Adeline Henin 1 – 5300 Andenne	Bachelier en secrétariat de direction : option : Entreprise-Administration	Néant
---	--	---	-------

18° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Courcelles	Place Roosevelt 2 bte 3 -6180 Courcelles	Bachelier en secrétariat de direction : option : Entreprise-Administration	Néant
---	--	---	-------

19° la ligne suivante est abrogée :

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 – 5600 Philippeville	Bachelier en secrétariat de direction : option : Entreprise-Administration	Néant
--------------------------------	---	---	-------

20° la ligne suivante est abrogée :

CF Libramont, Bertrix	Avenue Herbofin 39 – 6800 Libramont	Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet infirmier	Néant
-----------------------	--	--	-------

21° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle communale	Rue Georges Tourneur 1 – 6030 Marchienne-au-Pont	Bachelier en techniques graphiques – Finalité : techniques infographiques	Néant
---------------------------------	---	---	-------

22° la ligne suivante est abrogée :

CF Namur (cefor)	Boulevard Cauchy 9-10 – 5000 Namur	Bachelier en tourisme : option gestion	Néant
------------------	---------------------------------------	---	-------

23° après la ligne :

PROM SOC Supérieur Mons Borinage	Avenue du Tir 10 – 7000 Mons	Bachelier en tourisme – Option : Gestion	Néant
-------------------------------------	---------------------------------	---	-------

est insérée la ligne suivante :

Ecole Supérieure des Affaires	rue du Collège 8 - 5000 Namur	Bachelier en tourisme – Option : Gestion	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l'ILFOP de Namur
----------------------------------	----------------------------------	---	---

24° la ligne :

EPSC 3	Boulevard du Triomphe 1 – 1050 Bruxelles	Bachelier en vente	Néant
--------	---	--------------------	-------

est remplacée par les lignes :

EPSC 3	Boulevard du Triomphe 1 – 1050 Bruxelles	Bachelier en vente	Néant
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Dour	7370 Dour		Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec les IEPSCF de Colfontaine et Jemappes
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Colfontaine	7340 Wasmes		Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec les IEPSCF de Dour et Jemappes
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Jemappes	Avenue Roi Albert 643 – 7012 Jemappes		Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Dour et l'IEPSCF Colfontaine
Ecole supérieure des Affaires de Namur	Rue du Collège 8 – 5000 Namur		Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l'EICVN
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur (EICVN)	Rue Pépin 2B – 5000 Namur		Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l'Ecole supérieure des Affaires de Namur

25° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Courcelles	Place Roosevelt 2 bte 3 -6180 Courcelles	Bibliothécaire breveté	Néant
---	---	------------------------	-------

26° la ligne suivante est abrogée :

CF Verviers, Plombières, Limbourg, Pepinster	Avenue Jardin Ecole 87 - 4820 Dison	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	--	--	-------

27° la ligne suivante est abrogée :

IEPSCF Uccle	Rue Gatti de Gamond 95 - 1180 Uccle	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--------------	--	--	-------

28° la ligne suivante est abrogée :

CF Namur Cadets	Place de l'Ecole des Cadets 6 - 5000 Namur	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
-----------------	--	--	-------

29° la ligne suivante est abrogée :

CF Marche-en-Famenne	Av. De La Toison D'Or 71 - 6900 Marche-en-Famenne	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
----------------------	--	--	-------

30° la ligne suivante est abrogée :

CF Evere, Laeken	Avenue Constant de permeke 4 - 1140 Evere	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
------------------	---	--	-------

31° la ligne suivante est abrogée :

CF Colfontaine	Rue Clemenceau 60 - 7340 Colfontaine	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
----------------	---	--	-------

32° la ligne suivante est abrogée :

CF Braine-L'Alleud	Rue du Serment 12 - 1420 Braine l'Alleud	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--------------------	---	--	-------

33° la ligne suivante est abrogée :

CF Ans	Rue Georges Truffaut 37 - 4432 Ans	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--------	---------------------------------------	--	-------

34° la ligne suivante est abrogée :

Format 21 – Centre de formation continuée Gustave Piron	Jean-Baptiste Berger 1 – 7100 La Louvière	Brevet d’enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	--	---	-------

35° la ligne suivante est abrogée :

Etablissement communal d’enseignement technique industriel et commercial	Place de l’Hôtel de Ville 6 – 6200 Châtelet	Brevet d’enseignement supérieur de webdesigner	Néant
---	--	---	-------

36° la ligne suivante est abrogée :

Ecole communale de Promotion sociale	Rue du Bercet 4 BP 39 5660 Couvin	Brevet d’enseignement supérieur de webdesigner	Néant
---	--------------------------------------	---	-------

37° la ligne suivante est abrogée :

CF Verviers, Plombières, Limbourg, Pepinster	Avenue Jardin Ecole 87 – 4820 Dison	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--	--	---	-------

38° la ligne suivante est abrogée :

CF Marche-en-Famenne	Av. De La Toison D’Or 71 – 6900 Marche-en-Famenne	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
----------------------	--	---	-------

39° la ligne suivante est abrogée :

CF Evere, Laeken	Avenue Constant de permeke 4 – 1140 Evere	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
------------------	--	---	-------

40° la ligne suivante est abrogée :

CF Colfontaine	Rue Clemenceau 60 – 7340 Colfontaine	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
----------------	---	---	-------

41° la ligne suivante est abrogée :

CF Braine-L’Alleud	Rue du Serment 12 – 1420 Braine l’Alleud	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--------------------	---	---	-------

42° la ligne suivante est abrogée :

CF Ans	Rue Georges Truffaut 37 – 4432 Ans	Brevet d’enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--------	---------------------------------------	---	-------

43° la ligne suivante est abrogée :

Format 21 – Centre de formation continuée Gustave Piron	Jean-Baptiste Berger 1 – 7100 La Louvière	Brevet d'enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--	--	--	-------

44° la ligne suivante est abrogée :

Etablissement communal d'enseignement technique industriel et commercial	Place de l'Hôtel de Ville 6 – 6200 Châtelet	Brevet d'enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--	---	--	-------

45° la ligne suivante est abrogée :

Ecole communale de Promotion sociale	Rue du Bercet 4 BP 39 5660 Couvin	Brevet d'enseignement supérieur de Webdeveloper	Néant
--------------------------------------	--------------------------------------	--	-------

46° la ligne suivante est abrogée :

Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain	Avenue de l'Enseignement 20 – 7330 Saint-Ghislain	Spécialisation en expertise comptable et fiscale	Néant
---	--	--	-------

47° la ligne suivante est abrogée :

CF Colfontaine	Rue Clemenceau 60 – 7340 Colfontaine	Spécialisation : conseiller en environnement	Néant
----------------	---	--	-------

48° la ligne suivante est abrogée :

CF Verviers, Plombières, Limbourg, Pepinster	Avenue Jardin Ecole 87 – 4820 Dison	Spécialisation : conseiller en environnement	Néant
--	-------------------------------------	--	-------

49° la ligne suivante est abrogée :

Etablissement communal d'enseignement technique industriel et commercial	Place de l'Hôtel de Ville 6 – 6200 Châtelet	Spécialisation de médiateur	Néant
--	---	-----------------------------	-------

50° la ligne suivante est abrogée :

CF Blegny	Rue Julien Ghuyzen – 4670 Blegny	Spécialisation de médiateur	Néant
-----------	-------------------------------------	-----------------------------	-------

51° la ligne suivante est abrogée :

CF Grâce-Hollogne	Rue Antoine Degive 1 – 4460 Grâce-Hollogne	Spécialisation de médiateur	Néant
-------------------	---	--------------------------------	-------

52° la ligne suivante est abrogée :

CF Evere, Laeken	Avenue Constant de permeke 4 – 1140 Evere	Bachelier en électromécanique – Finalité : Climatisation et techniques du froid	Néant
------------------	---	---	-------

53° la ligne suivante est abrogée :

CF Verviers, Plombières, Limbourg, Pepinster	Avenue Jardin Ecole 87 – 4820 Dison	Bachelier en électromécanique – Finalité : Climatisation et techniques du froid	Néant
--	--	---	-------

54° la ligne suivante est abrogée :

CF Sivry-Rance	Rue Pauline Hubert 40- 6470 Rance	Bachelier en électromécanique – Finalité : Climatisation et techniques du froid	Néant
----------------	--------------------------------------	---	-------

55° la ligne suivante est abrogée :

Institut technique Fernand Cocq – Cours de promotion sociale	Rue du Président 54 – 1050 Ixelles	Formation complémentaire des enseignants en immersion en langue des signes	Néant
--	---------------------------------------	--	-------

56° A l'annexe VI du même décret, le mot « tourisme » est chaque fois remplacé par les mots « management du tourisme et des loisirs » ;

57° A l'annexe VI du même décret, les mots « sciences industrielles » sont chaque fois remplacés par les mots « sciences de l'ingénieur industriel ».

CHAPITRE XI. — Modifications du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités

Art. 46. Dans l'article 7 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, les mots « 31 décembre 2015 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2016 ».

CHAPITRE XII. — Modifications du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif

Art. 47. A l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « la mise en place d'aménagements de son cursus » sont remplacés par les mots « bénéficiaire des dispositions du présent décret » ;

b) il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas de reconnaissance de la situation de handicap par l'établissement d'enseignement supérieur, ce dernier se prononcera sur la mise en place d'aménagements raisonnables. Conformément à l'article 26, 6°, la CESI pourra, à la demande d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un étudiant bénéficiaire, se prononcer sur le caractère raisonnable des aménagements.

En cas de décision défavorable des autorités académiques relative à la demande de mise en place d'aménagements de son cursus, l'étudiant épuise toutes les voies de recours internes à l'institution avant d'introduire le recours visé à l'article 7 du présent décret. La décision du recours interne est notifiée à l'étudiant par lettre recommandée au plus tard 15 jours après l'introduction du recours interne. ».

Art. 48. A l'article 7 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « relative à la demande visée à l'article 6, alinéa 1, ou relative à l'article 6, alinéa 4 » sont insérés entre les mots « les autorités académiques » et les mots « l'étudiant s'il est majeur » ;

b) les mots « selon les modalités fixées par le Gouvernement sur proposition de la CESI » sont insérés entre les mots « un recours » et les mots « auprès de la Commission » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'étudiant peut introduire ce recours auprès de la Commission de l'Enseignement Supérieur Inclusif (CESI) dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'établissement d'enseignement supérieur suite à une voie de recours interne. A compter de la date de réception de ce recours, la CESI a 15 jours ouvrables pour se prononcer. ».

Art. 49. L'article 16, alinéa 4, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« En l'absence d'accord, l'étudiant épuise toutes les voies de recours internes à l'institution avant que la Chambre de l'Enseignement supérieur inclusif visée à l'article 27 statue sur la demande de modifications dans les quinze jours ouvrables de sa saisine. ».

Art. 50. L'article 17, alinéa 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Un recours contre la décision visée à l'alinéa 2 peut être introduit auprès de la Commission d'enseignement supérieur inclusif selon les modalités fixées par le Gouvernement. Ce recours auprès de la Commission de l'Enseignement Supérieur Inclusif (CESI) sera introduit dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'établissement d'enseignement supérieur suite à une voie de recours interne. A compter de la date de réception de ce recours, la CESI a 15 jours ouvrables pour se prononcer. ».

Art. 51. L'article 23 du même décret est complété comme suit : « Elle a le statut d'autorité administrative indépendante. ».

Art. 52. A l'article 26, 3°, du même décret, les mots « de déterminer » sont remplacés par les mots « d'approuver ».

**CHAPITRE XIII. — Modifications du décret du 11 avril 2014
adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études**

Art. 53. Dans l'article 2, § 2, 4°, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les mots « des 30 premiers crédits du programme d'étude visé. » sont remplacés par les mots « sa première inscription. ».

Art. 54. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique sur base du statut de résident de longue durée acquis dans un autre état membre de l'Union européenne et en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; ».

Art. 55. Dans l'article 4 du même décret, les mots « ou s'il n'est plus en situation de réussite » sont abrogés.

Art. 56. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Un étudiant est en situation de réussite s'il satisfait au moins une des conditions suivantes : » sont remplacés par les mots « Un étudiant est finançable s'il remplit, outre les conditions prévues à l'article 3, au moins une des conditions académiques suivantes : » ;

b) au a), les mots « 45 crédits » sont remplacés par les mots « 75% des crédits de son programme annuel » ;

c) Il est inséré un 4° rédigé comme suit :

« 4° Il se réoriente, pour autant qu'il n'ait pas utilisé cette faculté au cours des cinq années académiques précédentes. Un étudiant se réoriente lorsqu'il s'inscrit à des études menant à un grade académique sans y avoir déjà été inscrit. »

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document. » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Aucun crédit n'est acquis par l'étudiant qui a échoué à un concours, ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en dehors de la Communauté française à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve. L'abandon ou la non présentation à ce concours ou à cette épreuve est considérée comme un échec. Dans tous les cas, l'étudiant est considéré comme ayant acquis 0 crédit. »

Art. 57. L'article 13 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A titre transitoire pour l'année académique 2016-2017, les mots « au moins 45 crédits » sont remplacés par les mots « au minimum 45 crédits ou 75% des crédits du programme annuel. »

Art. 58. L'article 9^{ter} du même décret est abrogé.

CHAPITRE XIV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 59. La durée du mandat des membres du Conseil d'administration mentionnés à l'article 4 de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 relatif à l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'État à Gand et à Liège qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret est portée à cinq ans à dater de la prise de cours de leur mandat.

Art. 60. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2016-2017, à l'exception de l'article 15 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2014, des articles 41 et 42 qui produisent leurs effets à partir de l'année académique 2014-2015, des articles 34 et 36 qui produisent leurs effets pour l'année académique 2015-2016 et l'article 56, 1^o, b) qui entre en vigueur pour l'année académique 2017-2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des Chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°292-1. – Amendements en commission, n° 292-2 – Rapport n° 292-3 – Amendements en séance, n° 292-4.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 15 juin 2016.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29338]

16 JUNI 2016. — Decreet houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs, organisatie van het bestuur van het "Centre hospitalier universitaire de Liège", en onderzoek

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Artikel 1. Artikel 60 van de wet van 28 april 1953, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid, worden de woorden "Om redenen van openbare orde, kan ze ook worden uitgesproken door de Regering, de Raad van Beheer gehoord." opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt "Een afschrift van de beslissing wordt aan de Minister en aan de uitgesloten student gericht.";

3° het vierde lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden "opgeroepen en gehoord" worden vervangen door « gehoord. De oproeping voor de hoorzitting geschiedt bij aangetekend schrijven. De procedure wordt geldig voortgezet als de behoorlijk opgeroepen student zich niet bij de hoorzitting aanmeldt en daarbij geen geldige reden aanvoert.";

b) de woorden "Hij kan zich door de persoon naar keuze laten begeleiden" worden ingevoegd na de woorden "geldige reden aanvoert";

c) de tweede zin wordt opgeheven;

4° het wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt : "Wanneer de uitsluiting gegronde is op gegevens die een fraude bij de inschrijving uitmaken, zoals bedoeld in de artikelen 95, § 1, vierde lid van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, kan de raad van bestuur beslissen de rector de bevoegdheid te delegeren de uitsluitingsstraf uit te spreken en die raad van bestuur daarvan op de hoogte te brengen tijdens de vergadering volgend op die beslissing."

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik*

Art. 2. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "De raad van bestuur kan ook andere leden uitnodigen zijn vergaderingen met raadgevende stem bij te wonen";

2° in § 4, eerste zin, wordt het woord "vier" door het woord "vijf" vervangen;

3° artikel 4 wordt aangevuld met paragraaf 6, luidend als volgt : "§ 6. De raad van bestuur stelt een strategisch comité, een auditcomité en een bezoldigingscomité in".

Art. 3. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, wordt het woord “vier” vervangen door het woord “vijf”.

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, 10° wordt gewijzigd als volgt :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten waarvan de bedragen gelijk zijn aan of hoger zijn dan :

	open procedure en beperkte procedure	onderhandelingsprocedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking	onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	1.250.000 € (BTW niet inbegrepen)	600.000 € (BTW niet inbegrepen)	300.000 € (BTW niet inbegrepen)
Leveringen	500.000 € (BTW niet inbegrepen)	400.000 € (BTW niet inbegrepen)	300.000 € (BTW niet inbegrepen)
Diensten	400.000 € (BTW niet inbegrepen)	400.000 € (BTW niet inbegrepen)	200.000 € (BTW niet inbegrepen)

b) het tweede lid wordt opgeheven.

2° § 1, 13° wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “met de instemming van de Regering” worden opgeheven;

b) 13° wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “De instemming van de Regering is vereist voor de deelnemingen die hoger zijn dan 500.000 euro.”;

3° in § 3, worden de woorden “voor zover het daartoe bij koninklijk besluit werd gemachtigd. Geen machtiging is echter vereist voor de aanvaarding van roerende schenkingen of legaten, die niet met lasten worden bezwaard en waarvan de waarde niet hoger is dan 25.000 euro” opgeheven.

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, eerste lid, wordt het woord “vier” vervangen door het woord “vijf”;

2° er wordt een paragraaf 2 bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 2 bis. Bij de eerste vergadering van de raad van bestuur volgend op zijn benoeming, legt de afgevaardigde bestuurder zijn operationeel plan voor, dat de strategische beheersdoelstellingen die gedurende zijn mandaat te bereiken zijn, beschrijft. Dat plan vermeldt ook de wijze waarop hij van plan is de beheersopdrachten die hem worden toevertrouwd, uit te oefenen.

Twee jaar na zijn indiensttreding, legt de afgevaardigde bestuurder een verslag voor over het opvolgen van zijn activiteit die inzonderheid gaat over de stand van de verwezenlijking van zijn operationeel plan.

Op het einde van zijn mandaat, legt de afgevaardigde bestuurder de raad van bestuur de balans van de doelstellingen van het operationeel plan die bereikt zijn voor.”;

3° In § 3, derde lid, worden de woorden “behoudt hij gedurende de zes maanden na het beëindigen van zijn mandaat de volledige wedde die hem werd uitbetaald, een halve wedde gedurende de volgende drie maanden en een vierde ervan gedurende de daaropvolgende drie maanden” opgeheven en vervangen door “ontvangt hij een vergoeding voor uitdiensttreding, berekend op dezelfde wijze als voor de contractuele personeelsleden. De vergoeding voor uitdiensttreding is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van zes maanden, als hij één enkel mandaat heeft uitgeoefend, en aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van 12 maanden, als hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend”.

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstelling van de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 6. In artikel 2, § 3, eerste lid, van de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstelling van de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden “en ten laatste tot het einde van het academiejaar waarin ze de leeftijd van 70 jaar bereiken” vervangen door de woorden “, waarbij ze onderwijsactiviteiten van de 1e en 2e cyclus niet mogen uitoefenen na het einde van het academiejaar gedurende hetwelk ze de leeftijd van 70 jaar hebben bereikt.”.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap

Art. 7. In artikel 4, § 2, van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “van de “Université de Liège”, de “Université catholique de Louvain”, de “Université libre de Bruxelles”, een vertegenwoordiger voor de 3 onvolledige niet-confessionele universitaire instellingen (“Université de Mons-Hainaut”, “Faculté polytechnique de mons” en “faculté des sciences agronomiques de Gembloux”), één vertegenwoordiger voor de drie onvolledige confessionele instellingen (“FUCAM”, “Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur” en “Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles”) vervangen door de woorden “van de universiteiten”.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen

Art. 8. Artikel 61 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “van éénzelfde zone” worden vervangen door de woorden “van één zelfde academische pool”;

b) de woorden “van aangrenzende zones” worden vervangen door de woorden “van één zelfde academische zone tussen polen”;

2° in § 2 worden de woorden “de zone” vervangen door de woorden “de academische pool”.

Art. 9. Artikel 63 bis van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “de betrokken zone(s)” worden vervangen door de woorden “de betrokken academische pool(olen);

2° de woorden “van de betrokken zone(s)” worden vervangen door de woorden “de betrokken academische pool(olen);

3° de woorden “de ARES van de hogescholen” worden telkens vervangen door het woord “de ARES”.

Art. 10. Artikel 67 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Wanneer een categoriedirecteur of een directeur-voorzitter gedurende meer dan één maand afwezig is wegens ziekte of ongeval, stelt het bestuurscollege de Regering voor een waarnemend categoriedirecteur of een waarnemend directeur-voorzitter aan te stellen, totdat de titelvoerende directeur terugkomt, en uiterlijk tot het einde van het mandaat van deze.

*HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 11. Artikel 14 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 december 2014, wordt gewijzigd als volgt :

1° in *d*) worden de woorden “de zone bepaald in artikel 47 van het decreet” vervangen door “de academische pool zoals bepaald in artikel 62 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.”;

2° in het vierde lid, worden de woorden “haar zone” vervangen door “haar academische pool”.

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 12. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), tussen het laatste lid van artikel 83 en “TITEL III.- De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstscholen” wordt een hoofdstuk 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK 5. — Cursussen

Art. 83bis. Als cursussen worden gewijzigd, stelt de Regering een tabel voor de overeenstemming tussen de vroegere cursussen en de nieuwe cursussen.

Op basis daarvan, wordt het personeelslid dat, vóór de datum van inwerkingtreding van de wijziging, in een vroegere cursus in vast verband benoemd of aangeworven is of tijdelijk voor een onbepaalde tijd aangesteld of aangeworven is, geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn of tijdelijk voor een onbepaalde tijd aangesteld of benoemd te zijn in de cursus die overeenstemt met dat vroegere cursusopschrift.

De in vast verband of in tijdelijk verband vereiste anciënniteit, in een andere cursus, wordt eveneens geacht in de overeenstemmende cursus verworven te zijn.

De persoon wiens nuttige ervaring en/of bekendheid voor een vroegere cursus werd erkend, behoudt er het voordeel van in het overeenstemmende cursusopschrift.”.

*HOOFDSTUK VIII. — Wijziging van het decreet van 16 juni 2006
tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

Art. 13. In artikel 5, vierde 4, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, worden de woorden “Ze kan elektronisch worden uitgevoerd. De academische autoriteiten kunnen de organisatie van de loting aan de ARES (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs) worden overgedragen.” ingevoegd tussen het woord “gerechtsdeurwaarder” en de woorden “Alle studenten”.

Art. 14. In artikel 9, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “Ze kan elektronisch worden uitgevoerd. De academische autoriteiten kunnen de organisatie van de loting aan de ARES (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs) worden overgedragen.” ingevoegd tussen het woord “gerechtsdeurwaarder” en de woorden “Alle studenten”.

HOOFDSTUK IX. — Wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur

Art. 15. In artikel 3, § 3, tweede lid, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, wordt 1° vervangen als volgt :

“1° één van de diploma’s die worden toegekend overeenkomstig de artikelen 69, § 1, en 70, § 1, 1°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;”.

*HOOFDSTUK X. — Wijziging van het decreet van 7 november 2013
tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

Art. 16. In artikel 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt 15° vervangen als volgt : “15° L’Ecole supérieure des Arts de l’image LE 75;”.

Art. 17. In artikel 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015 tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het hoger onderwijs, worden de nummers 1°, 2°, 7°, 21°, 34°, 38°, 40°, 41°, 51°, 56°, 58°, 77°, 86°, 89°, 90° en 93° opgeheven.

Art. 18. In artikel 79, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt de zin “De leeractiviteiten beginnen op de eerste maandag van het kwadrimester” opgeheven.

Art. 19. Artikel 85, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) 2° wordt aangevuld met de woorden “, voorafgegaan door specialiteit”;

b) tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het eerste lid, voor de hogere kunstschole en met uitzondering van de cursus geaggregeerde van het lager secundair onderwijs muziek en productie van kunstprojecten, wordt het opschrift van het domein ingevoegd tussen de generieke benaming van de academische graden en het opschrift van de cursus, voorafgegaan door “in”.”.

Art. 20. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) in het tweede lid worden de woorden “ en de uurregeling van de vorming “ ingevoegd tussen de woorden “ingericht kunnen worden” en de woorden “, met uitzondering van de werkzaamheden”;

b) het derde lid wordt vervangen als volgt : “Op eensluitend advies van de ARES, kan een instelling voor hoger onderwijs, in het kader van een cursus, onderwijsactiviteiten organiseren die worden bekrachtigd met hoogstens 15 studiepunten per cyclus buiten de vestigingen die door haar machtiging worden bepaald. Deze kunnen nooit een dubbele onderwijsactiviteit zijn.

Als de studies co-organiseerd worden, kunnen hoogstens 15 studiepunten per cyclus worden georganiseerd buiten alle vestigingen van de instellingen voor hoger onderwijs die samenwerken, zonder dat dit een dubbele onderwijsactiviteit kan zijn.

Op eensluitend advies van de ARES, kan een inrichting voor hoger onderwijs een cursus buiten de Europese Unie organiseren.”.

c) hij wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

“Een instelling voor hoger onderwijs kan de uurregeling van een toegelaten vorming wijzigen door over te gaan van een dagregeling tot een verschoven regeling, en omgekeerd. Vóór die wijziging wordt het advies van de ARES aangevraagd. De ARES zendt haar met redenen omkleed advies aan de Regering over.

Een instelling voor hoger onderwijs kan een dubbele uurregeling van een toegelaten vorming organiseren door een vorming met een verschoven uurregeling te organiseren, terwijl ze volgens een dagregeling en omgekeerd georganiseerd is en blijft. Vóór de organisatie van die dubbele vorming wordt het advies van de ARES aangevraagd. De ARES zendt haar met redenen omkleed advies aan de Regering over.

De Regering stelt jaarlijks een databank van de toegelaten vormen zoals bepaald in het tweede lid van dit artikel vast.”;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 3. Elke oprichting van een nieuwe optie of van een gespecialiseerde finaliteit door een instelling voor hoger onderwijs, wordt aan het voorafgaande eensluitend advies van de ARES onderworpen.”.

Art. 21. Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) in het tweede lid wordt het woord “volledige” telkens opgeheven;

b) het derde lid wordt vervangen als volgt :

“ Onder de door ze vast te stellen voorwaarden, beslissen de examencommissies over de gelijkwaardigheid van de studies die buiten België werden gevolgd met de academische graden van doctor die ze toekennen.”;

c) in het vierde lid, worden de woorden “in het tweede lid en het derde lid” vervangen door de woorden “in het tweede lid”.

Art. 22. In hetzelfde decreet wordt een artikel 95/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 95/1. De studenten die op 15 november geen antwoord van de instelling op hun inschrijvings- of toelatingsaanvraag hebben gekregen, kunnen een beroep indienen bij de commissaris of de afgevaardigde overeenkomstig de in artikel 95 van dit decreet bepaalde procedure. In afwachting van het resultaat van dat beroep, geldt de indiening van dat beroep als voorlopige inschrijving in afwachting van de beslissing.”.

Art. 23. Artikel 96, § 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “De beroepen die werden ingediend tegen een op artikel 96, 3° gegronde beslissing tot weigering van een inschrijving, worden vooraf onderzocht door de commissaris of de afgevaardigde bij de instelling. Deze brengt een advies uit aan de instelling voor hoger onderwijs over de financiering van de student. Dat advies van de commissaris of de afgevaardigde over de financierbaarheid is bindend voor de in artikel 97 bedoelde commissie. De Regering stelt de termijn en de procedure betreffende dat advies vast “ ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in de vorige paragraaf” en de woorden “De kennisgeving van de beslissing”;

2° het wordt aangevuld als volgt : “ De student die een intern beroep heeft ingediend en die 30 dagen na de indiening ervan geen kennisgeving van de beslissing over het in het eerste lid bedoelde interne beroep heeft gekregen, kan de instelling voor hoger onderwijs in gebreke stellen kennis te geven van die beslissing. Vanaf de datum van die ingebrekestelling, beschikt de instelling over een termijn van vijftien dagen om kennis te geven van haar beslissing. Als geen beslissing op het einde van die vijftien dagen wordt genomen, wordt de beslissing van de instelling voor hoger onderwijs als gunstig beschouwd. Op die zelfde datum wordt die beslissing geacht aan de student te zijn meegedeeld.”.

Art. 24. Artikel 97 wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “Ze heeft het statuut van een onafhankelijke administratieve autoriteit;” ingevoegd tussen de woorden “artikel 96 opgericht” en “Voor deze wordt”;

b) de zin “De klachten ingediend tegen een beslissing tot weigering van inschrijving gebaseerd op artikel 96, 3°, worden vooraf door de Commissaris of Afgevaardigde bij de instelling onderzocht. Deze brengt een advies uit aan de Commissie wat betreft de financiering van de student. De Regering bepaalt de termijnen en procedure betreffende dit advies” wordt opgeheven;

2° § 3 wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden “De beraadslaging gebeurt al dan niet in aanwezigheid van de betrokken personen” ingevoegd tussen de woorden “deze commissie.” en de woorden “Noch de Regering”;

b) in het derde lid wordt de zin “Op straffe van onontvankelijkheid wordt het verzoek via aangetekende brief ingediend, en vermeldt duidelijk de identiteit van de student en het precieze voorwerp van het beroep. Het bevat alle elementen en alle documenten die de student nodig acht om zijn beroep te motiveren” vervangen door de zin “Op straffe van onontvankelijkheid wordt het verzoek bij aangetekend schrijven of als bijvoegsel bij een e-mail ingediend, en vermeldt duidelijk de identiteit, de woonplaats, de telefonische persoonsgegevens, het elektronische adres van de student en het precieze voorwerp van zijn verzoek; het wordt door hem ondertekend en het bevat als bijlage een afschrift van het interne beroep, van de beslissing die eruit voortvloeit, van de kennisgeving ervan aan de student, alsook alle gegevens en alle stukken die de student als nuttig acht om zijn beroep te motiveren.”;

c) het vierde lid wordt vervangen als volgt :

“Ze kijkt na of de uitdrukkelijke motivatie van de beslissing geldig is en ze vernietigt de weigering tot inschrijving binnen de vijftien werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht, als gegevens die de aanvraag om inschrijving gunstig zouden kunnen beïnvloeden niet in aanmerking werden genomen bij dat interne beroep.”;

d) in het vijfde lid worden de woorden “in het tweede en vierde lid” vervangen door de woorden “in het derde en in het vierde lid”.

Art. 25. Artikel 100, § 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) 3° wordt vervangen als volgt :

“Op het einde van de cyclus kan de student die meer dan 15 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus nog moet verwerven of gebruiken, zijn jaarprogramma aanvullen met onderwijseenheden van de volgende studiecycclus waarvoor hij de voorvereiste voorwaarden vervult en mits de instemming van de examencommissie van die studiecycclus. Hij blijft in de eerste studiecycclus ingeschreven. Met het oog op de verwerving of de geldigmaking van de onderwijseenheden van de 2e cyclus, wordt hij geacht in de tweede cyclus ingeschreven te zijn.

De student betaalt het inschrijvingsgeld van de eerste cyclus en wordt vrijgesteld van de betaling van het inschrijvingsgeld van de tweede cyclus.

De examencommissie van de eerste cyclus deelt de examencommissie van de tweede cyclus het maximumaantal studiepunten mee die de student in die cyclus kan volgen, waarbij zijn jaarprogramma niet meer dan 60 studiepunten kan tellen. Het jaarprogramma van de student wordt door elke examencommissie afzonderlijk bekrachtigd.

Als die student zijn programma met onderwijseenheden van de tweede cyclus aanvult, kan die student niet meer dan 60 studiepunten van de tweede cyclus overnemen voor de masterstudies met 120 studiepunten en meer dan 30 studiepunten voor de masterstudies met 60 studiepunten, zolang hij de academische graad van de eerste cyclus niet heeft behaald.

Voor die student beraadslaagt de examencommissie van de eerste cyclus over de onderwijseenheden van de eerste cyclus en beraadslaagt de examencommissie van de tweede cyclus over de onderwijseenheden van de tweede cyclus;”;

b) er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

“4° Op het einde van de cyclus kan de student die meer dan 15 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus nog moet verwerven of gebruiken, zijn jaarprogramma aanvullen met onderwijseenheden van de volgende studiecycclus waarvoor hij de voorvereiste voorwaarden vervult. Hij is in de tweede studiecycclus ingeschreven. Met het oog op het verwerven of overnemen van de onderwijseenheden van de 1e cyclus, wordt hij geacht in de eerste cyclus ingeschreven te zijn.

De student betaalt het inschrijvingsgeld van de tweede cyclus en wordt vrijgesteld van de betaling van het inschrijvingsgeld van de eerste cyclus.

Die student kan niet meer dan 90 studiepunten van de tweede cyclus verwerven zolang hij de academische graad van de eerste cyclus niet heeft verworven.

Voor die student beraadslaagt de examencommissie van de eerste cyclus over de onderwijseenheden van de eerste cyclus en beraadslaagt de examencommissie van de tweede cyclus over de onderwijseenheden van de tweede cyclus;”;

c) paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid, bij individuele en met redenen omklede beslissingen, kan de examencommissie :

1° om met redenen omklede pedagogische redenen/of organisatieredenen, de student een jaarprogramma voorleggen dat meer dan 60 studiepunten telt. In dat geval, kan de student, met de instemming van de examencommissie, een programma kiezen dat minder dan 60 studiepunten telt;

2° een jaarprogramma bekrachtigen dat minder dan 60 studiepunten telt in de volgende gevallen :

a) in geval van co-organisatie met instellingen voor hoger onderwijs buiten de Franse Gemeenschap of van mobiliteit;

b) wanneer, om het minimum van 60 studiepunten te bereiken, het jaarprogramma van de student een activiteit voor inschakeling in het arbeidsproces zou moeten tellen waarvoor het nog niet voldoet aan voorvereiste voorwaarden die niet kunnen worden omgevormd in mede vereiste voorwaarden;

c) wanneer, in het hoger kunstonderwijs, om het minimum van 60 studiepunten te bereiken, het jaarprogramma van de student een onderwijseenheid zou moeten tellen van de categorie van de kunstcursussen waarvoor ofwel de student de voorvereiste voorwaarden nog niet heeft vervuld, ofwel niet kan worden voldaan aan de organisatievoorwaarden.”.

Art. 26. Artikel 102 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

A) § 1 wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : “Indien de student, op de datum van 31 oktober, niet 10 % van het inschrijvingsgeld heeft betaald, deelt de instelling de student mee dat zijn inschrijving niet in aanmerking kan worden genomen.”

2° het derde lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “beschikt de student die een toelage aangevraagd heeft, zoals bedoeld in artikel 105, § 2, en die, op 4 januari, nog geen toelage ontvangen heeft, over tien werkdagen na de ontvangst ervan om het saldo van zijn inschrijvingsgeld te betalen” vervangen door de woorden “krijgt de student die een toelage aangevraagd heeft, zoals bedoeld in artikel 105, § 2, en die, op 4 januari, nog geen toelage ontvangen heeft, verder toegang tot de leeractiviteiten, wordt over hem verder beraadslaagd en geniet hij verder het voordeel van een overdracht of de inaanmerkingneming van studiepunten.”;

b) de woorden “vanaf de datum van de beslissing bedoeld in het tweede lid” vervangen door de woorden “vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de dienst voor studietoelagen van de Franse Gemeenschap”;

3° in het vijfde lid, worden de woorden “de in het tweede lid bedoelde beslissing” vervangen door de woorden “de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde beslissingen.”.

B) § 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: “Die student van het eerste jaar van de eerste cyclus die van instelling verandert, brengt zijn oorspronkelijke instelling op de hoogte van die verandering.”.

Art. 27. In artikel 105, § 1, vierde lid van hetzelfde decreet, worden de woorden “of die voldoen aan ten minste één van de in artikel 3, § 1, eerste lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies” ingevoegd tussen de woorden “Europese unie” en de woorden “uit minder gevorderde landen”.

Art. 28. Artikel 106 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het derde lid, worden de woorden “De Regering bepaalt “ vervangen door de woorden “stelt voor de eerste keer uiterlijk op 1 juni 2017, en vervolgens uiterlijk op 1 juni van het academiejaar voorafgaand aan de inzameling van de gegevens.”;

2° in het vierde lid, worden de woorden “ stelt ter beschikking van de Regering de gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten” tussen de woorden “De ARES” en “zendt”.

Art. 29. Artikel 107 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd :

a) in het eerste lid, 4°, worden de woorden “getuigschrift of” geschrapt;

b) het eerste lid wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

“9° een beslissing betreffende de gelijkwaardigheid van een studieniveau, uitgereikt met toepassing van artikel 93 van dit decreet.”;

c) in het derde lid, worden de woorden “en in het thuisonderwijs en” ingevoegd tussen de woorden “een inrichting voor leerplichtonderwijs ingeschreven zijn” en worden de woorden “ze voor de toegangsproof geslaagd zijn en er een overeenkomst werd gesloten tussen de betrokken inrichtingen” opgeheven;

d) in het vijfde lid, worden de woorden “deze overeenkomst” vervangen door de woorden “ de overeenkomst die te sluiten is tussen de instelling voor hoger onderwijs en de instelling voor leerplichtonderwijs of het aantal controles bedoeld in hoofdstuk III, afdeling II, van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. “.

Art. 30. In artikel 108, § 2, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “hiertoe wordt georganiseerd door de ARES, ten minste twee keer per academiejaar”, vervangen door de woorden “ten minste twee keer per academiejaar wordt georganiseerd of mede georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs, volgens door de ARES nader te bepalen regels en.”.

Art. 31. In artikel 109, § 2 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt : “ De studenten die niet in aanmerking komen voor financiering en die bedoeld zijn in de artikelen 4 en 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies kunnen echter niet worden toegelaten tot de studies van de eerste cyclus in de geneeskundige wetenschappen en in de tandheelkundige wetenschappen.”.

Art. 32. In artikel 110/1, § 2, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt : “De studenten die niet in aanmerking komen voor financiering en die bedoeld zijn in de artikelen 4 en 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies kunnen echter niet worden toegelaten tot de studies van de eerste cyclus in de geneeskundige wetenschappen en in de tandheelkundige wetenschappen.”.

Art. 33. Artikel 110/2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “In afwijking van het eerste lid, worden van dat vergelijkend examen vrijgesteld, de studenten die, om een beroepsbekwaamheidsbewijs te behalen, in het kader van hun cursus van master specialisatie in de geneeskunde of tandheelkundige wetenschappen, een onderwijs van de eerste of de tweede cyclus respectief in de tandheelkundige wetenschappen of in de geneeskunde moeten volgen”.

Art. 34. Artikel 110/4, § 1, van hetzelfde decreet, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het derde lid worden de woorden “wordt het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden op het einde van het verminderde programma georganiseerd” vervangen door de woorden “worden alleen toegelaten het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden af te leggen, de studenten waarvan het jaarprogramma het mogelijk maakt, op het einde van het lopende academiejaar, de eerste 60 studiepunten van het programma van de cyclus te verwerven of te behouden”;

2° tussen het tweede lid en het derde lid, worden de volgende leden ingevoegd, luidend als volgt :

“Het tweede deel van de in het vorige lid bedoelde evaluatie wordt alleen één keer in een academiejaar georganiseerd, bij de periode voor de evaluatie op het einde van het tweede kwadrimester.

Het vergelijkend examen kan niet worden gesplitst. Ongeacht de kredieten die reeds werden verworven of behouden voor de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, legt de student het gehele tweede deel van de evaluaties van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester af.

Art. 35. Artikel 111 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) in § 1, 5°, worden de woorden “gelijkwaardig aan deze vermeld in de vorige punten” vervangen door de woorden “een academische graad van de tweede cyclus die toegang tot de bedoelde studies toegang geeft”;

b) § 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : “In afwijking hiervan, worden de in artikel 100, § 2, 3° en 4° bedoelde studenten ook toegelaten tot de studies van de tweede cyclus.”.

Art. 36. In hetzelfde decreet wordt een artikel 112/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 112/1. Voor de toepassing van de federale wetgeving betreffende de contingentering van de kandidaten die worden toegelaten tot de opleidingen die leiden tot de bijzondere beroepsbekwaamheidsbewijzen voorbehouden voor de houders van de graad van master geneeskundige wetenschappen en de houders van de graad van master

tandheelkundige wetenschappen, wordt een interuniversitaire examencommissie opgericht voor de toelating tot de studies specialisatie in de geneeskundige en tandheelkundige wetenschappen, samengesteld uit de dekens van de Faculteiten die de academische graden van master specialisatie in de geneeskundige wetenschappen en master specialisatie in de tandheelkundige wetenschappen uitreiken.

Die examencommissie zorgt voor de uitreiking van de universitaire attesten die de toegang tot de specialisatiestudies mogelijk maken.

Elk jaar, voor uiterlijk 15 september, stelt de interuniversitaire examencommissie een rangschikking van de kandidaten op het einde van de examens van het einde van de cyclus vast. Binnen de tien dagen na de vaststelling van de rangschikking en overeenkomstig deze, kent de interuniversitaire examencommissie de universiteiten de machtigingen toe voor het uitreiken van de overeenstemmende universitaire attesten, met inachtneming van de federale en gemeenschapswetgevingen die een maximumaantal toegangsmachtigingen tot beroepsbekwaamheidsbewijzen, en, in voorkomend geval, minimumaantallen, voor sommige specialiteiten vaststellen. De Regering kan bijkomende voorwaarden vaststellen voor de werking van de examencommissie.

Het universitaire attest wordt uitgereikt door de universitaire instelling waarbij de student zich laat inschrijven.”.

Art. 37. Artikel 113 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) in § 2, tweede lid, 2°, worden de woorden “dat daartoe georganiseerd wordt door de academische overheden” vervangen door de woorden “georganiseerd of mede georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs, volgens de door de ARES nader te bepalen regels”;

b) het tweede lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“6° ofwel door het bezit van een in de Franse Gemeenschap uitgereikt diploma van het hoger onderwijs dat studies bekrachtigen waarvan de toegang afhankelijk wordt gemaakt van het bewijs van de voldoende beheersing van de Franse taal.”.

Art. 38. Artikel 121, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “en de minimale programma’s die goedgekeurd worden overeenkomstig het eerste lid” opgeheven;

2° de zin “De ARES kan de vorm bepalen volgens dewelke deze lijst en deze programma’s haar moeten meegedeeld worden.” vervangen door de zin “De ARES stelt de vorm vast waarin die lijst haar moet worden meegedeeld.”.

Art. 39. In hetzelfde decreet wordt een artikel 124/1 ingevoegd, luidend als volgt : “Art. 124/1.- Wanneer een instelling voor hoger onderwijs beslist studies af te schaffen die leiden tot een bijzondere academische graad, laat ze elke student die reeds voor die studies ingeschreven is toe tijdens twee opeenvolgende academiejaren de niet verworven onderwijseenheden van zijn jaarprogramma af te leggen.”

Art. 40. Artikel 131 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden “ met de academische graden van doctor die ze toekennen” ingevoegd tussen de woorden “de gelijkwaardigheid van buitenlandse bekwaamheidsbewijzen,” en “ het toelaten van studenten tot overeenstemmende studies”;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden “in het korte type en op het einde van de tweede cyclus in het lange type” ingevoegd tussen de woorden “op het einde van de cyclus, in meerderheid samengesteld uit”.

Art. 40/1. In hetzelfde decreet, wordt in artikel 132, § 1, na het tweede lid het volgende lid toegevoegd : “De examencommissie kan eveneens op het einde van het eerste kwadristemester over de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus met het oog op hun eventuele nieuwe studierichting met toepassing van artikel 102 § 3 beraadslagen.”.

Art. 40/2. In hetzelfde decreet, in artikel 150, § 1, vierde lid, worden de woorden “Ze worden dus gelijkgesteld met de studenten die in aanmerking komen voor de bepalingen van artikel 151.” opgeheven.

Art. 40/3. In hetzelfde decreet, wordt artikel 151, vijfde lid, vervangen als volgt: “De student die deze afwijkingen geniet, betaalt het inschrijvingsgeld dat wordt vastgesteld in verhouding tot het aantal studiepunten van zijn jaarprogramma.”.

Art. 40/4. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 176 ingevoegd, luidend als volgt : “Artikel 176. Bij wijze van overgangsmaatregel voor het academiejaar 2016-2017, betaalt de student die de in artikel 151 bedoelde vermindering in 2015-2016 heeft genoten en die het totale inschrijvingsgeld heeft betaald, het geld voor de inschrijving voor een programma dat het overschot van de studiepunten omvat.”

Art. 40/5. Artikel 134 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° Het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs leggen het studiereglement , met, als bijlage, de bijzondere regels voor de werking van de examencommissie vast. Het reglement en zijn bijlagen worden online bekendgemaakt.”;

2° het vierde lid wordt aangevuld als volgt : “Ze delen de uurrooster van de proeven uiterlijk één maand vóór het begin van de evaluatieperiode mee. Behalve bij overmacht, kunnen de datum en de uurrooster van een proef niet minder dan tien werkdagen vóór de aanvankelijk vermelde datum worden gewijzigd. Elke wijziging wordt onverwijld ter kennis van de betrokken studenten gebracht via aanplakborden en e-mails.”.

Art. 41. De Franse tekst van bijlage II van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in de vermeldingen betreffende de “Liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition et de master en 120 crédits au moins » :

a) in het opschrift van de laatste kolom, worden de woorden « Finalité/Option” opgeheven;

b) in het opschrift van de laatste kolom, wordt het woord “Spécialité” ingevoegd.

g) wordt de regel :

« 9 HE+U M Gestion de l'entreprise Finance
 M Management international
 M Didactique »

vervangen door de regel :

9 HE+U M Gestion de l'entreprise «

h) wordt de regel :

« 9 HE M Gestion publique Administration nationale et internationale
 M Didactique »

vervangen door de regel :

« 9 HE M Gestion publique »

i) wordt de regel :

« 10 HE S Orthopédagogie Handicaps sensoriels
 S Handicaps moteurs
 S Handicaps instrumentaux ou sensoriels
 S Handicaps mentaux »

vervangen door de regel :

« 10 HE S Orthopédagogie »

j) wordt de regel :

« 10 HE B	Assistant en psychologie	Clinique
B		Psychopédagogie et psychomotricité
B		Psychologie du travail et orientation professionnelle »

vervangen door de regel :

« 10 HE B Assistant en psychologie »

k) wordt de regel :

« 14 HE B	Technologue de laboratoire médical	Chimie clinique
B		Cytologie »

vervangen door de regel :

« 14 HE B Technologue de laboratoire médical

l) wordt de regel :

« 15 HE S Pédiatrie »

vervangen door de regel :

« 15 HE S Pédiatrie et néonatalogie »

m) wordt de regel :

« 15 HE S Salle d'opération »

vervangen door de regel :

« 15 HE S Soins péri-opérateurs »

n) wordt de regel :

« 18 HE M Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie Agronomie
M Bio-industries
B Environnement »

vervangen door de regel :

« 18 HE M Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie Agronomie
M Bio-industries
M Environnement »

o) wordt de regel :

« 19 HE B Automobile Expertise
B Mécatronique »

vervangen door de regel :

« 19 HE B Automobile »

p) wordt de regel :

« 19 HE B Construction Bâtiment
B Génie civil
B Technologie du bois »

vervangen door de regel :

« 19 HE B Construction »

q) wordt de regel :

« 19 HE B Techniques et services Technico-commercial
B Techniques et services industriels »

vervangen door de regel :

« 19 HE B Techniques et services »

r) wordt de regel :

« 19 HE M Gestion de production (*) Production »

vervangen door de regel :

« 19 HE M Gestion de production (*)

s) wordt de regel :

« 22 HE B Arts graphiques Arts graphiques
B Arts graphiques et infographie »

vervangen door de regel :

« 22 HE B Arts graphiques »

t) wordt de regel :

« 22 HE B Publicité Agencement de l'espace
B Médias contemporains »

vervangen door de regel :

« 22 HE B Publicité »

u) de regels betreffende domein 23 worden vervangen door de volgende regels :

« «	Domaine	Grade		Intitulé	Orientation/Spécialité
23	ESA	B		Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique	
23	ESA	B		Formation musicale	
23	ESA	B		Formation de musicien intervenant	
23	ESA	B		Musiques improvisées de tradition orale	
23	ESA	B	M	Accordéon	
23	ESA	B	M	Alto	
23	ESA	B	M	Art lyrique	
23	ESA	B	M	Basson	
23	ESA	B	M	Basson baroque et classique	
23	ESA	B	M	Batterie	
23	ESA	B	M	Chant	
23	ESA	B	M	Chant jazz	
23	ESA	B	M	Clarinette	
23	ESA	B	M	Clavecin	
23	ESA	B	M	Composition	
23	ESA	B	M	Composition et arrangement jazz	
23	ESA	B	M	Composition, musiques appliquées et interactives	
23	ESA	B	M	Contrebasse	
23	ESA	B	M	Contrebasse jazz	
23	ESA	B	M	Cor	

« «	Domaine	Grade		Intitulé	Orientation/Spécialité
23	ESA	B	M	Cor naturel	
23	ESA	B	M	Flûte à bec	
23	ESA	B	M	Flûte jazz	
23	ESA	B	M	Flûte traversière	
23	ESA	B	M	Flûte traversière baroque et classique	
23	ESA	B	M	Guitare	
23	ESA	B	M	Guitare basse	
23	ESA	B	M	Guitare jazz	
23	ESA	B	M	Harmonica	
23	ESA	B	M	Harpe	
23	ESA	B	M	Hautbois	
23	ESA	B	M	Hautbois baroque et classique	
23	ESA	B	M	Informatique musicale	
23	ESA	B	M	Luth et cordes pincées	
23	ESA	B	M	Orgue	
23	ESA	B	M	Mandoline	
23	ESA	B	M	Musique électroacoustique – composition acousmatique	
23	ESA	B	M	Musique électroacoustique – composition mixte	
23	ESA	B	M	Percussions	
23	ESA	B	M	Piano	
23	ESA	B	M	Piano jazz	
23	ESA		M	Piano d'accompagnement	
23	ESA		M	Pianoforte	

« «	Domaine	Grade		Intitulé	Orientation/Spécialité
23	ESA	B	M	Saxophone	
23	ESA	B	M	Saxophone jazz	
23	ESA	B	M	Trombone	
23	ESA	B	M	Trombone jazz	
23	ESA	B	M	Trompette	
23	ESA	B	M	Trompette jazz	
23	ESA	B	M	Trompette naturelle	
23	ESA	B	M	Tuba	
23	ESA	B	M	Vibraphone	
23	ESA	B	M	Viole de gambe	
23	ESA	B	M	Violon	
23	ESA	B	M	Violon baroque	
23	ESA	B	M	Violon jazz	
23	ESA	B	M	Violoncelle	
23	ESA	B	M	Violoncelle baroque	
23	ESA		M	Direction chorale	
23	ESA		M	Direction d'orchestre	
23	ESA		M	Écritures classiques	
23	ESA		M	Éducation musicale	
23	ESA		M	Formation musicale	
23	ESA		M	Production de projets« artistiques	

2° in bijlage II van hetzelfde decreet, in de vermeldingen betreffende de “*Habilitations des Hautes Ecoles*” :

a) in de tabel “*Haute Ecole Galilée* » :

wordt de regel

« Court	11	Paramédicale	Spécialisation en21 imagerie médicale diagnostique et interventionnelle »
---------	----	--------------	--

ingevoegd na de regel :

« Court 10 Pédagogique Section " Normale secondaire ", Sous-section " Sciences :	21	biologie, chimie, physique "
--	----	------------------------------

b) in de tabel « Haute Ecole Louvain en Hainaut (HELHa) » :

wordt de regel :

« Court	11	Paramédicale	Spécialisation en21 imagerie médicale diagnostique et interventionnelle »
---------	----	--------------	--

Ingevoegd na de
regel :

«

Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	52
-------	----	-------------	------------------------------------	----

3° in bijlage II van hetzelfde decreet, worden de woorden "« gestion des transports et logistique d'entreprise » telkens vervangen door de woorden « management de la logistique » ;

4° in bijlage II van hetzelfde decreet, in de tabellen houdende vermelding van de « habilitations des Hautes Ecoles », wordt het woord « finalité » telkens vervangen door het woord « orientation » in de kolom met als opschrift « formation » wanneer de regel begint met het woord « court » ;

5° in bijlage II van hetzelfde decreet, in de tabel houdende vermelding van de « habilitations des Ecoles supérieures des Arts » voor domein 23 : « musique » en domein 24 : « théâtre et arts de la parole » vervangen door de volgende tabel :

« Type	Domaine	Intitulé	Cycle	IMEP	CRB	Arts ²	CRL
Court	23	Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique	1	92			
Court	23	Formation musicale	1	92	21	53	62
Court	23	Formation de musicien intervenant	1		21		
Court	23	Musiques improvisées de tradition orale	1				62
Long	23	Accordéon	1+2	92	21	53	62
Long	23	Alto	1+2	92	21	53	62
Long	23	Art lyrique	1+2	92	21	53	62
Long	23	Basson	1+2	92	21	53	62
Long	23	Basson baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Batterie	1+2		21		
Long	23	Chant	1+2	92	21	53	62
Long	23	Chant jazz	1+2		21		
Long	23	Clarinette	1+2	92	21	53	62
Long	23	Clavecin	1+2	92	21	53	
Long	23	Composition	1+2		21	53	62

« Type	Domaine	Intitulé	Cycle	IMEP	CRB	Arts ²	CRL
Long	23	Composition et arrangement jazz	1+2		21		
Long	23	Composition, musiques appliquées et interactives	1+2			53	
Long	23	Contrebasse	1+2	92	21	53	62
Long	23	Contrebasse jazz	1+2		21		
Long	23	Cor	1+2	92	21	53	62
Long	23	Cor naturel	1+2	92	21	53	
Long	23	Flûte à bec	1+2	92	21	53	
Long	23	Flûte jazz	1+2		21		
Long	23	Flûte traversière	1+2	92	21	53	62
Long	23	Flûte traversière baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Guitare	1+2	92	21	53	62
Long	23	Guitare basse	1+2		21		
Long	23	Guitare jazz	1+2		21		
Long	23	Harmonica	1+2		21		
Long	23	Harpe	1+2	92	21	53	62
Long	23	Hautbois	1+2	92	21	53	62
Long	23	Hautbois baroque et classique	1+2	92	21	53	
Long	23	Informatique musicale	1+2	92			
Long	23	Luth et cordes pincées	1+2	92	21	53	
Long	23	Orgue	1+2	92	21	53	62
Long	23	Mandoline	1+2	92	21	53	62
Long	23	Musique électroacoustique – composition	1+2			53	

« Type	Domaine	Intitulé	Cycle	IMEP	CRB	Arts ²	CRL
		acousmatique					
Long	23	Musique électroacoustique 1+2 – composition mixte				53	
Long	23	Percussions	1+2	92	21	53	62
Long	23	Piano	1+2	92	21	53	62
Long	23	Piano jazz	1+2		21		
Long	23	Piano d'accompagnement	2	92	21	53	62
Long	23	Pianoforte	2	92	21	53	
Long	23	Saxophone	1+2	92	21	53	62
Long	23	Saxophone jazz	1+2		21		
Long	23	Trombone	1+2	92	21	53	62
Long	23	Trombone jazz	1+2		21		
Long	23	Trompette	1+2	92	21	53	62
Long	23	Trompette jazz	1+2		21		
Long	23	Trompette naturelle	1+2	92	21	53	
Long	23	Tuba	1+2	92	21	53	62
Long	23	Vibraphone	1+2		21		
Long	23	Viole de gambe	1+2	92	21	53	
Long	23	Violon	1+2	92	21	53	62
Long	23	Violon baroque	1+2	92	21	53	
Long	23	Violon jazz	1+2		21		
Long	23	Violoncelle	1+2	92	21	53	62
Long	23	Violoncelle baroque	1+2	92	21	53	
Long	23	Direction chorale	2	92	21	53	62
Long	23	Direction d'orchestre	2		21	53	62

« Type	Domaine	Intitulé	Cycle	IMEP	CRB	Arts ²	CRL
Long	23	Écritures classiques	2	92	21	53	62
Long	23	Éducation musicale	2	92			
Long	23	Formation musicale	2	92	21	53	62
Long	24	Art dramatique	1+2		21	53	62
Long	24	Production théâtrale – Porteur de projet	1+2				62 »

6° In bijlage II van hetzelfde decreet wordt het woord « tourisme » telkens vervangen door de woorden « management du tourisme et des loisirs » ;

7° In bijlage II van hetzelfde decreet worden de woorden « sciences industrielles » telkens vervangen door de woorden « sciences de l'ingénieur industriel ».

Art. 42. De Franse tekst van bijlage III van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

1° in het opschrift van de laatste kolom worden de woorden « Finalité/Option » vervangen door het woord « Spécialité » ;

2° de regel :

« 5	HE	Communication appliquée	Animation socioculturelle et éducation permanente
			Publicité et communication commerciale
			Relations publiques »

wordt vervangen door de regels:

« 5	HE	Communication appliquée- animation socioculturelle et éducation permanente
5	HE	Communication appliquée- publicité et communication commerciale
5	HE	Communication appliquée Relations publiques »

Art. 43. De Franse tekst van bijlage IV van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

1° De regel :

« 6	Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	2	HEPL, ULg	62 »
-----	--	---	-----------	------

wordt ingevoegd na de regel :

“6	Sciences et techniques du jeu	1S	Spaak	21
			HEB	21 »

2° De regels :

« 10	Spécialisation en « Accompagnateur en milieux scolaires »	1S	HELMo et HE Charlemagne	62
10	Spécialisation en gérontologie psycho-éducative	1S	HE Condorcet, HELHa et HEH »	

worden vervangen door de regels :

“10	Accompagnateur en milieux scolaires	1S	HELMo Charlemagne	62
10	Gérontologie psycho-éducative	1S	HE Condorcet, HELHa HEH	
10	Préparation physique et entraînement	1S	Charlemagne, HEPL, HELMo	62
10	Coaching sportif	1C	HEPL Charlemagne	62
10	Orthoptie	1C	HEPL HEL	62
11	Spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie	1S	Galilée, HELHa, Hennalux, HEPL, de Vinci	21 52 62 »

3° De regel :

« 17	Cybersécurité	2	ULB, ERM, UNamur, UCL, HEB, HE Ilya Prigogine	21 25 92 »
------	---------------	---	--	------------------

wordt ingevoegd na de regel :

« 17	Architecture des systèmes informatiques	2	Henallux	83
			ULg	62
			UNamur	92 »

4° De regels :

« 18	Agroécologie	2	ULg, ULB,	92
			Université de	81
			Paris-Saclay	21
18	Management de l'innovation et2 de la conception des aliments		ULg, UNamur	62
			Charlemagne	92 »

worden ingevoegd na de regel :

“18	Architecte du paysage	1+2	Charlemagne	92
				92
			ULg ULB UCL	21
				25 »

5° De regels :

« 19	Architecture transmédia	2	HEAJ, UNamur,92 IMEP	
22	Dessin	2	ESA VdLiège, La Cambre	21 62 »

worden ingevoegd na de regel :

“19	Energies alternatives renouvelables	et1C	HEL, HEPL	62 62 »
-----	--	------	-----------	----------------

Art. 44. In de Franse tekst van bijlage V van hetzelfde decreet, na de regel :

« 6 Méthodes quantitatives en sciences sociales »

wordt de volgende regel ingevoegd :

« 6 Sociologie-anthropologie »

Art. 45. De Franse tekst van bijlage 6 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « Institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental à 7900 Leuze-en-Hainaut » worden telkens vervangen door de woorden « Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde à 7900 Leuze-en-Hainaut » ;

2° de woorden « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Saint-Georges-sur-Meuse-Ouffet à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse » worden telkens vervangen door de woorden « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Waremme à 4300 Waremme » ;

3° de woorden « Centre provincial d'enseignement de Promotion sociale du Borinage » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

4° de woorden « CF Soumagne » worden telkens vervangen door de woorden « CF Fleron-Chênée » ;

5° de woorden « Ecole Industrielle Supérieure » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

6° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle et Avenue de Bachelier en assurances Néant »
commerciale de Saint-l'Enseignement 20 –
Ghislain » 7330 Saint-Ghislain

7° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Namur Cadets Place de l'Ecole des Bachelier en assurances Néant
Cadets 6 – 5000
Namur »

8° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Grâce-Hollogne Rue Antoine Degive 1 –Bachelier en dessin desNéant
4460 Grâce-Hollogne constructions
métalliques et
mécaniques »

9° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Blegny Rue Julien Ghuysen –Bachelier en dessin desNéant
4670 Blegny constructions
métalliques et
mécaniques »

10° de volgende regel wordt opgeheven :

“Ecole industrielle etAvenue deBachelier en droit Néant »
commerciale de Saint-l’Enseignement 20 –
Ghislain 7330 Saint-Ghislain

11° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Sivry-Rance Rue Pauline HubertBachelier en électromécanique –Néant »
40- 6470 Rance Finalité : Electromécanique et
maintenance

12° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle etPlace Roosevelt 2 bteBachelier enNéant »
commerciale de3 -6180 Courcelles informatique de gestion

Courcelles

13° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Sivry-Rance Rue Pauline Hubert 40-Bachelier enNéant »
6470 Rance informatique de gestion

14° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Philippeville,Avenue de Samart 2/2 –Bachelier enNéant »
Florennes 5600 Philippeville informatique de gestion

15° de volgende regel wordt opgeheven :

“CF Philippeville,Avenue de Samart 2/2 –Bachelier enNéant
Florennes 5600 Philippeville informatique de gestion

16° de volgende regel wordt opgeheven :

« Format 21 –Jean-Baptiste BergerBachelier en secrétariat de direction : option :Néant »
Centre de1 – 7100 La Louvière Entreprise-Administration
formation
continuée
Gustave Piron

17° de volgende regel wordt opgeheven :

«Ecole industrielle et commerciale de la Ville d'Andenne Rue Adeline Bachelier en secrétariat de direction : option :Néant »
Henin 1 – 5300 Entreprise-Administration
Andenne

18° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle et commerciale de Courcelles Place Roosevelt 2 Bachelier en secrétariat de direction : option :Néant »
debt 3 -6180 Entreprise-Administration
Courcelles

19° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Philippeville, Avenue de Samart Bachelier en secrétariat de direction : option :Néant »
Florennes 2/2 – 5600 Entreprise-Administration
Philippeville

20° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Libramont, Bertrix Avenue Herbofin 39 – Bachelier en soins Néant »
6800 Libramont infirmiers pour les
titulaires d'un brevet
infirmier

21° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle communale Rue Georges Tourneur 1 – Bachelier en techniques Néant »
6030 Marchienne-au-Pont graphiques – Finalité :
techniques infographiques

22° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Namur (cefor) Boulevard Cauchy 9-10 Bachelier en tourisme : Néant »
 – 5000 Namur option gestion

23° na de regel :

« PROM SOC Supérieur Avenue du Tir 10 – Bachelier en tourisme – Néant »
 Mons Borinage 7000 Mons Option : Gestion

wordt de volgende regel ingevoegd :

“Ecole Supérieure des rue du Collège 8 - 5000 Bachelier en tourisme – Habilitation
 Affaires Namur Option : Gestion conditionnée au respect
 de la convention passée
 avec l’ILFOP de Namur »

24° de regel :

« EPSC 3 Boulevard du Triomphe Bachelier en vente Néant »
 1 – 1050 Bruxelles

wordt vervangen door de regels :

“EPSC 3	Boulevard du Triomphe Bachelier en vente 1 – 1050 Bruxelles	Néant
Institut d’enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Dour	7370 Dour	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec les IEPSCF de Colfontaine et Jemappes
Institut d’enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Colfontaine	7340 Wasmes	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec les IEPSCF de Dour et Jemappes
Institut d’enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) Jemappes	Avenue Roi Albert 643 – 7012 Jemappes	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l’ IEPSCF de Dour et l’IEPSCF Colfontaine
Ecole supérieure des Affaires de Namur	Rue du Collège 8 – 5000 Namur	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l’EICVN
Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur (EICVN)	Rue Pépin 2B – 5000 Namur	Habilitation conditionnée au respect de la convention passée avec l’Ecole supérieure des Affaires de Namur »

25° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle commerciale Courcelles	etPlace Roosevelt 2 de3 -6180 Courcelles	bteBibliothécaire breveté Néant »
---	---	--------------------------------------

26° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Verviers, Avenue Jardin Ecole 87 Brevet d'enseignement Néant »
Plombières, Limbourg, – 4820 Dison supérieur de
Pepinster webdesigner

27° de volgende regel wordt opgeheven :

« IEPSCF Uccle Rue Gatti de Gamond Brevet d'enseignement Néant »
95 – 1180 Uccle supérieur de
webdesigner

28° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Namur Cadets Place de l'Ecole des Brevet d'enseignement Néant »
Cadets 6 – 5000 Namur supérieur de
webdesigner

29° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Marche-en-Famenne Av. De La Toison D'Or 71 – Brevet d'enseignement Néant »
6900 Marche-en-Famenne supérieur de
webdesigner

30° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Evere, Laeken Avenue Constant de Brevet d'enseignement Néant »
permeke 4 – 1140 Evere supérieur de
webdesigner

31° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Colfontaine Rue Clemenceau 60 –Brevet d’enseignementNéant »
7340 Colfontaine supérieur de
webdesigner

32° de volgende regel wordt opgeheven :

“CF Braine-L’Alleud Rue du Serment 12 –Brevet d’enseignementNéant »
1420 Braine l’Alleud supérieur de
webdesigner

33° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Ans Rue Georges Truffaut 37Brevet d’enseignementNéant »
– 4432 Ans supérieur de
webdesigner

34° de volgende regel wordt opgeheven :

« Format 21 – Centre deJean-Baptiste Berger 1 –Brevet d’enseignementNéant »
formation continuée7100 La Louvière supérieur de
Gustave Piron webdesigner

35° de volgende regel wordt opgeheven :

« Etablissement Place de l’Hôtel de VilleBrevet d’enseignementNéant »
communal 6 – 6200 Châtelet supérieur de
d’enseignement webdesigner
technique industriel et
commercial

36° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole communale de Rue du Bercet 4 BP 39 Brevet d'enseignement Néant »
Promotion sociale 5660 Couvin supérieur de
webdesigner

37° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Verviers, Avenue Jardin Ecole 87 Brevet d'enseignement Néant »
Plombières, Limbourg, – 4820 Dison supérieur de
Pepinster Webdeveloper

38° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Marche-en-Famenne Av. De La Toison D'Or 71 – Brevet d'enseignement Néant »
6900 Marche-en-Famenne supérieur de
Webdeveloper

39° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Evere, Laeken Avenue Constant de Brevet d'enseignement Néant »
permeke 4 – 1140 Evere supérieur
de Webdeveloper

40° de volgende regel wordt opgeheven :”

CF Colfontaine Rue Clemenceau 60 – Brevet d'enseignement Néant »
7340 Colfontaine supérieur de
Webdeveloper

41° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Braine-L'Alleud Rue du Serment 12 –Brevet d'enseignementNéant »
1420 Braine l'Alleud supérieur de
Webdeveloper

42° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Ans Rue Georges Truffaut 37Brevet d'enseignementNéant »
– 4432 Ans supérieur de
Webdeveloper

43° de volgende regel wordt opgeheven :

“Format 21 – Centre deJean-Baptiste Berger 1 –Brevet d'enseignementNéant »
formation continuée7100 La Louvière supérieur de
Gustave Piron Webdeveloper

44° de volgende regel wordt opgeheven :

“Etablissement Place de l'Hôtel de VilleBrevet d'enseignementNéant »
communal 6 – 6200 Châtelet supérieur de
d'enseignement Webdeveloper
technique industriel et
commercial

45° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole communale de Rue du Bercet 4 BP 39 Brevet d'enseignement Néant »
 Promotion sociale 5660 Couvin supérieur de
 Webdeveloper

46° de volgende regel wordt opgeheven :

« Ecole industrielle et Avenue de Spécialisation en Néant »
 commerciale de Saint-l'Enseignement 20 – expertise comptable et
 Ghislain 7330 Saint-Ghislain fiscale

47° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Colfontaine Rue Clemenceau 60 – Spécialisation : conseiller en Néant »
 7340 Colfontaine environnement

48° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Verviers, Avenue Jardin Ecole Spécialisation : conseiller en Néant »
 Plombières, Limbourg, 87 – 4820 Dison environnement
 Pepinster

49° de volgende regel wordt opgeheven :

« Etablissement Place de l'Hôtel de Ville Spécialisation de Néant »
 communal 6 – 6200 Châtelet médiateur
 d'enseignement
 technique industriel et
 commercial

50° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Blegny Rue Julien Ghuysen –Spécialisation deNéant
4670 Blegny » médiateur

51° de volgende regel wordt opgeheven :”

CF Grâce-Hollogne Rue Antoine Degive 1 –Spécialisation deNéant »
4460 Grâce-Hollogne médiateur

52° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Evere, Laeken Avenue Constant deBachelier en électromécanique –Néant »
permeke 4 – 1140Finalité : Climatisation et
Evere techniques du froid

53° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Verviers,Avenue Jardin EcoleBachelier en électromécanique –Néant »
Plombières, Limbourg,87 – 4820 Dison Finalité : Climatisation et
Pepinster techniques du froid

54° de volgende regel wordt opgeheven :

« CF Sivry-Rance Rue Pauline HubertBachelier en électromécanique –Néant »
40- 6470 Rance Finalité : Climatisation et
techniques du froid

55° de volgende regel wordt opgeheven :

« Institut technique Fernand Cocq – Cours de promotion sociale	Rue du Président 54 – 1050 Ixelles	Formation complémentaire enseignants immersion en langue des signes	Néant » des en des signes
--	---------------------------------------	---	---------------------------------------

56° In de Franse tekst van bijlage VI van hetzelfde decreet wordt het woord « tourisme » telkens vervangen door het woord « management du tourisme et des loisirs » ;

57° In de Franse tekst van bijlage VI van hetzelfde decreet worden de woorden « sciences industrielles » telkens vervangen door de woorden « sciences de l'ingénieur industriel ».

HOOFDSTUK XI. — *Wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten*

Art. 46. In artikel 7 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten, worden de woorden “31 december 2015” vervangen door de woorden “31 december 2016”.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs*

Art. 47. Artikel 6 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden “wenst dat de aanpassingen van zijn studie georganiseerd worden” vervangen door de woorden “wenst de bepalingen van dit decreet te genieten”;

b) het wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“Als de instelling voor hoger onderwijs een handicap toestand erkent, spreekt ze zich uit over de invoering van redelijke aanpassingen. Overeenkomstig artikel 26, 6°, kan de Commissie voor inclusief hoger onderwijs, op aanvraag van een instelling voor hoger onderwijs of van een begunstigde student, zich uitspreken over het redelijke karakter van de aanpassingen.

Als de beslissing van de academische autoriteiten over de aanvraag om aanpassing van zijn studie ongunstig is, gebruikt de student alle mogelijke beroepsmiddelen binnen de instelling, voordat hij het in artikel 7 van dit decreet bedoelde beroep indient. Van de beslissing over het interne beroep wordt aan de student kennis gegeven bij aangetekend schrijven uiterlijk 15 dagen na de indiening van het interne beroep.”.

Art. 48. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “betreffende de aanvraag bedoeld in artikel 6, eerste lid, of betreffende artikel 6, vierde lid” worden ingevoegd tussen de woorden “de academische overheden” en de woorden “kan de student”;

b) de woorden “, volgens door de Regering op de voordracht van de Commissie voor inclusief hoger onderwijs nader te bepalen regels,” worden ingevoegd vóór de woorden “een beroep indienen”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De student kan dat beroep indienen bij de Commissie voor inclusief hoger onderwijs binnen de vijf werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering door de instelling voor hoger onderwijs als gevolg van een interne beroepsprocedure. Vanaf de datum van ontvangst van dat beroep, beschikt de Commissie voor inclusief hoger onderwijs over een periode van 15 werkdagen om uitspraak te doen.”.

Art. 49. Artikel 16, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Als de goedkeuring niet wordt bekomen, gebruikt de student alle beroepsmogelijkheden binnen de instelling voordat de Kamer van het inclusief hoger onderwijs zich uitsprekt over de aanvraag om wijziging binnen de vijftien werkdagen na de aanhangigmaking.”.

Art. 50. Artikel 17, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Een beroep tegen de beslissing bedoeld in het tweede lid kan ingediend worden bij de Commissie voor inclusief hoger onderwijs volgens door de Regering nader te bepalen regels. Dat beroep bij de Commissie voor inclusief hoger onderwijs wordt ingediend binnen de 5 werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering door de instelling voor hoger onderwijs als gevolg van het indienen van een intern beroep. Vanaf de datum van ontvangst van dat beroep, beschikt de Commissie voor inclusief hoger onderwijs over een periode van 15 werkdagen om zich uit te spreken.”.

Art. 51. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : “Ze heeft het statuut van onafhankelijke administratieve overheid.”.

Art. 52. In artikel 26, 3° van hetzelfde decreet, worden de woorden “te bepalen” vervangen door de woorden “goed te keuren”.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies*

Art. 53. In artikel 2, § 2, 4°, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, worden de woorden “de eerste 30 studiepunten van een bedoeld studieprogramma” vervangen door de woorden “zijn eerste inschrijving”.

Art. 54. Artikel 3, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : “7° de toelating krijgen om meer dan drie maanden in België te verblijven op grond van het statuut van langdurig ingezetene dat werd verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie en krachtens de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;”.

Art. 55. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden “of als hij niet meer kan slagen.” opgeheven.

Art. 56. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden “Een student kan slagen als hij ten minste aan één van de volgende voorwaarden beantwoordt :” vervangen door de woorden “Een student komt voor financiering in aanmerking als hij, naast de in artikel 3 bedoelde voorwaarden, aan ten minste één van de volgende academische voorwaarden voldoet :”;

b) in a) worden de woorden “45 studiepunten” vervangen door de woorden “75 % van de studiepunten van zijn jaarprogramma”;

c) Er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

“4° Hij volgt een nieuwe studierichting, voor zover hij gedurende de vorige vijf academiejaren die mogelijkheid niet heeft gebruikt. Een student volgt een nieuwe studierichting, wanneer hij zich inschrijft voor studies die tot een academische graad leiden, zonder hiervoor reeds ingeschreven te zijn.”

2° het tweede lid en het derde lid worden vervangen als volgt : “

“Worden niet in aanmerking genomen, de inschrijvingen tijdens de vorige academiejaren die geleid hebben tot het behalen van een academische graad. De student die zich inschrijft voor de eerste studiecycclus op basis van de voorwaarden bedoeld in artikel 107 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, wordt geacht regelmatig ingeschreven te zijn voor elk academiejaar na het behalen van het bedoelde diploma, bekwaamheidsbewijs of getuigschrift onder deze toegangsvoorwaarden, in een jaarlijks programma van 60 studiepunten van de bedoelde studies, behalve voor de jaren waarvoor hij het bewijs levert dat hij ingeschreven werd voor geen activiteit of proef van het hoger onderwijs of vergelijkend examen of proef voor toelating tot deze tijdens het betrokken jaar. Het gaat om activiteiten of wedstrijden of proeven voor toegang zowel binnen als buiten de Franse Gemeenschap. Dit bewijs kan elk bewijskrachtig officieel document zijn, of, bij door de overmacht behoorlijk aangetoond gebrek aan dat document, een verklaring op erewoord getekend door de student waarmee wordt gestaafd dat een dergelijk document materieel niet ingediend kan worden.”;

3° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Geen studiepoint wordt verworven door een student die gezakt is voor een vergelijkend examen of elke proef die leiden tot het ondernemen of voortzetten van hogere studies buiten de Franse Gemeenschap op het einde van een voorbereidend of algemeen hoger studiejaar dat tot dat vergelijkend examen of die proef leidt. Wanneer de student dat vergelijkend examen of die proef opgeeft of zich daarbij niet aanmeldt, wordt hij geacht gezakt te zijn. In ieder geval wordt de student geacht 0 studiepoint te hebben verworven.”.

Art. 57. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Bij wijze van overgangsmaatregel, voor het academiejaar 2016-2017, worden de woorden “ten minste 45 studiepunten” vervangen door de woorden “ten minste 45 studiepunten of 75 % van de studiepunten van het jaarprogramma”.

Art. 58. Artikel 9 ter van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XIV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 59. De duur van het mandaat van de leden van de raad van bestuur vermeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik die hun ambt uitoefenen bij de inwerkingtreding van dit decreet, wordt op vijf jaar vastgesteld vanaf de datum van inwerkingtreding van hun mandaat.

Art. 60. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2016-2017, met uitzondering van artikel 15, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2014, de artikelen 41 en 42, die uitwerking hebben met ingang van het academiejaar 2014-2015, de artikelen 34 en 36, die uitwerking hebben met ingang van het academiejaar 2015-2016, en artikel 56, 1°, b), dat in werking treedt voor het academiejaar 2017-2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 292-1.- Commissieamendementen, nr. 292-2.- Verslag, nr. 292-3.- Vergaderingsamendementen, nr. 292-4.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. - Vergadering van 15 juni 2016.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2016/03252]

27 JUNI 2016. — Koninklijk besluit houdende de benoeming van de plaatsvervangend gouverneur voor België bij het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juni 2012 houdende instemming met het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 2012 houdende de benoeming van de plaatsvervangend gouverneur voor België bij het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM);

Op de voordracht van Onze minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Alexandre De Geest, Administrateur belast met de leiding van de Algemene Administratie van de Thesaurie wordt benoemd tot plaatsvervangend gouverneur voor België bij het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ter vervanging van de heer Marc Monbaliu.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2016.

Art. 3. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 juni 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Johan VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2016/03252]

27 JUIN 2016. — Arrêté royal portant désignation du gouverneur suppléant pour la Belgique au sein du Mécanisme européen de stabilité (MES)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juin 2012 portant assentiment au Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012 ;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 2012 portant désignation du gouverneur suppléant pour la Belgique au sein de Mécanisme européen de stabilité (MES) ;

Sur la proposition de Notre ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Monsieur Alexandre De Geest, Administrateur à l'Administration générale de la Trésorerie, est désigné gouverneur suppléant pour la Belgique au sein du Mécanisme européen de stabilité (MES), en remplacement de Monsieur Marc Monbaliu.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2016.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Johan VAN OVERTVELDT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2016/03253]

27 JUNI 2016. — Koninklijk besluit houdende benoeming van een plaatsvervangend gouverneur van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1991 betreffende de goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling en van de Bijlagen, opgemaakt te Parijs op 29 mei 1999;

Gelet op artikel 23, paragraaf 1, van de overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling;

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2016/03253]

27 JUIN 2016. — Arrêté royal portant nomination d'un gouverneur suppléant de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1991 relative à l'approbation de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement et des Annexes faits à Paris le 29 mai 1990;

Vu l'article 23, paragraphe 1, de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;